

SOMMAIRE

Juillet - Août 2005

Volume VI Numéro 3

COMMENTAIRE

- 3 - Accès aux marchés pour les produits agricoles et pays en développement
- 5 - Négociations et disciplines pour l'aide alimentaire à l'OMC
- 7 - Les ACR et l'OMC : Quel Statut pour quelles préférences pour les APE ?

NOUVELLES DE L'OMC

- 11 - Agriculture : après le blocage de juillet, les membres gardent encore l'espoir d'un sursaut politique et promettent d'intensifier les pourparlers dans la période menant à Hong Kong
- 13 - Traitement spécial et différencié: Pas de résultats concrets malgré des négociations «marathon»

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

- 14 - L'arbitre de l'OMC se prononce contre les nouveaux taux tarifaires européens pour la banane
- 15 - Coton à l'OMC : Les pays africains toujours déçus de l'évolution ; le Brésil demande des mesures de rétorsions

NOUVELLES REGIONALES

- 16 - A trois mois de la conférence de Hong Kong, la société civile africaine se concerta et émet des recommandations en direction des négociateurs.
- 17 - CEDEAO : Le Comité ministériel de suivi de la négociation des APE évalue le processus en cours et plaide pour un APE centré sur le développement plus que sur le commerce.

PUBLICATIONS ET ÉVÉNEMENTS

- 24 - Publications
- 24 - Événements

PASSERELLES est une publication conjointe de Enda tiers monde et ICTSD. Elle a pour vocation de fournir une perspective africaine dans les négociations commerciales multilatérales et bilatérales.

Après l'échec de Juillet, les négociations automnales en ligne de mire

Ni la mini-ministérielle de Dalian, ni le Conseil Général du mois de Juillet n'ont permis aux Membres de l'OMC d'arriver à des « premières approximations » en vue d'un accord. Les négociations qui reprennent cet automne seront-elles en mesure de réduire le fossé entre les positions de négociations des Membres pour espérer un succès de la conférence ministérielle de Hong Kong ?

Le mois de Juillet 2005 a été un marathon pour les négociations à l'OMC. L'approche du Conseil Général des 27/29 Juillet derniers avait cristallisé tous les espoirs d'aboutir au moins à ce qui est communément appelé les « premières approximations ». Si la mini ministérielle de Dalian, en Chine, avait laissé poindre un petit espoir, les rapports de situation présentés par les présidents des différents comités faisait état d'un statut quo et d'une rigidité dans les positions qui ne présageaient pas un consensus lors du Conseil Général. Celui ci s'est soldé par un échec qui donne une tournure nouvelle aux négociations agendées au cours de cet automne. Car c'est d'elles que dépendra l'issue de la conférence ministérielle de Hong Kong de décembre prochain.

Les ministres entre doutes et espoirs à Dalian

Les ministres du commerce de 30 pays Membres influents de l'OMC, réunis lors d'un sommet informel tenu les 12 et 13 juillet derniers à Dalian, en Chine, s'étaient promis d'accélérer le rythme des négociations commerciales du cycle de Doha qui s'essouffait. Malgré cette volonté affichée, le seul résultat concret de la réunion concernait un accord sur les voies et moyens de tirer de l'impasse les négociations sur la réduction tarifaire pour les produits agricoles. Cet accord a permis de raviver l'espoir que les Membres auraient une chance d'atteindre partiellement la date cible de fin juillet.

Statu Quo à la veille du Conseil Général de Juillet

Quelques jours après la mini-ministérielle de Dalian, les diplomates chargés des questions commerciales,

basés à Genève, se sont réunis en vue de traduire en actes concrets les volontés politiques, de faire avancer les négociations, émises par les 30 Ministres du Commerce à Dalian.

Le gros problème était celui lié à l'ordre de priorité des thèmes de négociation. Vu les blocages et conditions émises par chaque groupe de pays dans les négociations sur l'agriculture, le Président du Groupe de négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles avait décidé de reporter la semaine de négociations prévue du 18 au 22 juillet et donc d'attendre l'issue des négociations sur l'agriculture. Tous s'accordaient à dire, de ce fait, qu'un accord préliminaire sur l'agriculture permettrait aux négociations dans les autres secteurs, particulièrement sur l'AMNA, d'avancer.

En effet, dans ce cycle de négociations, chaque pays ou groupe de pays semble attendre que l'autre s'engage un peu plus avant de faire en retour quelques concessions. Si les pays en développement aimeraient voir s'effectuer des progrès réels et concrets dans l'agriculture, notamment sur l'accès aux marchés, avant de s'engager dans les autres négociations - services et AMNA entre autres - les pays développés, eux, considèrent notoires les avancées effectuées jusqu'ici dans l'agriculture, surtout avec le dernier compromis sur la proposition du G-20 (voir par ailleurs).

En ce qui concerne le traitement spécial et différencié, plusieurs délégations ont appelé à un accord sur les cinq propositions d'accord spécifique

(suite à la page 2)

Après l'échec de Juillet... (suite de la page 1)

émanant des pays les moins avancés. Ces propositions ont été débattues au sein de la Session spéciale du Comité du commerce et développement. Une issue heureuse sur cette question représenterait, à leur avis, un progrès tangible traduisant la volonté de faire en sorte que ces pays bénéficient du système commercial multilatéral.

La Chine et l'Inde ont, quant à elles, saisi l'occasion pour réaffirmer leur résistance, s'opposant à toute différenciation parmi les pays en développement aux fins d'une application d'un traitement favorable. A ce propos, les deux Ministres du commerce de ces pays ont convenu d'un accord dans lequel ils insistent sur le fait que tous les pays en développement doivent bénéficier du même traitement tel qu'il est indiqué dans le Programme de Doha. Le Président du Groupe de négociations, Faizel Ismail, avait pour sa part, entamé une série de négociations informelles avec un groupe de pays, le 18 juillet.

Tous ces effets conjugués les uns aux autres suscitent bien de préoccupations chez certains diplomates quant à la transparence du processus des négociations. L'un d'entre eux, présents à Genève, avait dénoncé, que seulement une trentaine de ministres étaient présents à Dalian ; et que tous les autres Membres devraient respecter ou se soumettre à cet accord limité (sur l'agriculture), transformant ainsi (les négociations) en un progrès concret.

Pareille circonstance pourrait être mal perçue à l'avenir - remettant en cause la notion de transparence - d'autant que certaines délégations, réputées être rouspéteuses, se plaignent de n'être pas informées de manière appropriée sur le processus qui est largement déterminé lors de réunions spécialement réservées à un groupe restreint.

Ainsi, comme le révèlent certaines sources, si l'on veut parvenir à un accord dans quelque négociation que ce soit, les délégations des pays en développement devront être informées de manière adéquate sur les débats menés dans toutes les différentes sessions de négociations.

En somme, au vu de l'état d'avancement des négociations, on restait dans l'attente de plusieurs réunions informelles avant le Conseil Général des 27/29 Juillet. Cela reproduirait le scénario de l'année dernière qui avait permis d'arriver un accord à la dernière minute et relancer le cycle de Doha (Voir paquet de juillet).

Après l'échec de Juillet, les regards tournés vers les négociations automnales

En définitive, le Conseil Général de Juillet n'a pas donné de résultats probants. Les deux dernières semaines du mois de juillet ont vu se tenir, à un rythme intensif, une série de réunions dites de «dernière minute» dans l'espoir de parvenir à une percée dans les négociations, mais sans grand succès. Ainsi, durant les sessions des 27 et 29 juillet, les délégations ont préféré s'atteler à définir ce qu'elles pourraient faire après la pause du mois d'août en vue d'augmenter les chances de parvenir à un accord pour Honk Kong, minimisant de ce fait, l'importance accordée au mois de juillet jusqu'alors «considéré par beaucoup comme une étape dans la préparation de la Conférence...»

Les recommandations de Supachai pour l'automne

Lors de la session du Conseil Général, Supachai, dans un bilan élaboré sur la base des rapports des présidents des principaux comités de négociations (notamment sur l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles, les services, la facilitation des échanges et le traitement spécial et différencié), a tenu à rappeler la tâche ardue qui incombe aux participants, vu le très court délai d'ici à Hong Kong. Reconnaissant les énormes efforts fournis durant ces six derniers mois, il a toutefois regretté «que le côté négatif du bilan l'emporte sur le côté positif». Ajoutant, par rapport aux mois à venir, qu'il ne s'agit «pas seulement d'un changement de régime dans les négociations mais aussi d'un changement d'attitude dans le cap. Le temps d'identifier les options est passé ; le moment est maintenant venu de faire des choix.»

Rappelant les principaux objectifs fixés en février dernier dans cinq domaines clés (les modalités dans l'agriculture et l'Accès aux Marchés pour les produits

Non Agricoles (AMNA), une «masse critique» d'offres concernant l'ouverture des marchés dans les services, des progrès sensibles au niveau des règles de l'OMC et la facilitation des échanges, et une prise en considération adéquate de la dimension du développement dans les négociations), Supachai a procédé à un récapitulatif des points cruciaux et prioritaires dans chaque domaine et sur lequel il urge de parvenir à un accord.

Concernant l'AMNA, le rapport de Supachai s'est fait l'écho des recommandations formulées par le Président de ce Comité de négociations, l'Ambassadeur Stefan Johanneson d'Islande, le 28 juillet dernier. Il révèle que les Membres doivent à présent aller bien au-delà des discussions sur la structure de la formule et se pencher sur les chiffres afin «d'établir un équilibre acceptable entre ambition et flexibilité.»

Reprenant les propos évoqués par le Président du Comité des négociations sur les services, l'Ambassadeur Alejandro Jara du Chili, Supachai a demandé aux Membres de convenir, avant décembre, de ce qui devrait être fait (en termes d'aspects essentiels) afin d'obtenir des «engagements dépassant les niveaux de libéralisation actuels.»

Par rapport au traitement spécial et différencié, il appelle les Membres à faire des progrès, notamment sur les propositions d'accords particuliers des pays les moins avancés, en se penchant davantage sur les aspects relatifs à la flexibilité accrue, à l'accès aux marchés et au renforcement des capacités.

Concernant les règles, il a exprimé la nécessité de parvenir à une plus grande convergence de manière à faire progresser les négociations dans ce domaine et permettre ainsi de contribuer à «l'équilibre global» des négociations.

Devant passer le relais à Pascal Lamy, Supachai dont le mandat s'est terminé à la fin du mois d'août, a exprimé sa crainte de voir les négociateurs «suivre une stratégie du bord du gouffre». Reconnaissant une nette amélioration de la situation par rapport à 2004, il suggère que pour parvenir à un accord en décembre, les Membres devraient s'organiser dès la reprise en septembre en instituant des «points de contrôle

(suite à la page 21)

Accès aux marchés pour les produits agricoles et pays en développement

Kym Anderson et Will Martin

Alors que de nombreux pays en développement sont en train d'exiger la réduction des subventions agricoles des pays de l'OCDE avant d'ouvrir leurs propres marchés, une étude récente mentionnent que la plupart des gains de Doha proviendrait de l'abaissement des obstacles à l'importation de produits agricoles. Les bénéfices pour les pays en développement sont plus grands lorsqu'une libéralisation significative est entreprise – même en tenant compte de l'érosion des préférences et du statut d'importateur net de produits alimentaires de certains pays en développement – et sont fortement réduits si ces pays recourent de manière excessive aux dispositions relatives aux produits sensibles.

Du fait que les politiques agricoles sont politiquement sensibles, il y a toujours des groupes d'intérêt qui se disent marginalisés dans les négociations agricoles – comme cela se passe, de fait, dans de nombreux accords commerciaux sous globaux, ainsi que dans le GATT avant le Cycle d'Uruguay. Aujourd'hui, les groupes qui suivent cette approche comprennent non seulement les agriculteurs des pays riches et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires ayant un niveau élevé de protection, mais aussi des exportateurs de produits alimentaires qui bénéficient d'un accès préférentiel à des marchés protégés. Ces derniers groupes comprennent des détenteurs de contingents tarifaires, des membres d'accords commerciaux régionaux et des parties à des accords préférentiels non réciproques, notamment tous les pays les moins avancés (PMA) et les membres du groupe d'États ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique).

Toutefois, la marginalisation de l'agriculture dans le Cycle de Doha rendrait un très mauvais service à nombre des personnes les plus pauvres au monde, à savoir celles des ménages ruraux dans les pays en développement, qui reçoivent peu d'assistance étatique, si non aucune. La recherche empirique récente suggère que près des deux tiers des gains économiques qui découleraient du démantèlement de tous les obstacles au commerce des marchandises et des subventions agricoles, à l'échelle mondiale, viendraient de l'agriculture. C'est le cas pour le monde dans l'ensemble, et aussi pour les pays en développement en tant que groupe.

Les pays en développement ont donc raison de se concentrer sur l'agriculture dans les négociations. A ce jour, cette concentration a presque exclusivement porté sur les politiques des pays déve-

loppés. Ceci est compréhensible, car nombreux sont ceux qui, dans les pays en développement, estiment ne pas avoir tiré de profit substantiel du Cycle d'Uruguay et sont donc déterminés à obtenir des pays développés davantage d'engagements au titre de Doha, avant d'envisager d'élargir l'ouverture de leurs propres marchés. Toutefois, notre modèle suggère que près de la moitié des gains que les pays en développement tireraient des réformes globales de l'agriculture proviendraient de la libéralisation par les pays en développement eux-mêmes (voir Tableau 1 ci-dessous). Et ceci pour deux raisons : en premier lieu, les tarifs agricoles sont encore plus élevés dans les pays en développement que dans les pays développés (18 contre 16% en moyenne) et en second lieu, une large minorité du commerce des pays en développement se fait actuellement avec d'autres pays en développement.

Dans l'agriculture, les pays en développement – notamment de nombreux membres du G-20 – mettent l'accent en particulier sur la nécessité de procéder à des abaissements dans les subventions agricoles. La raison en est, en partie, qu'ils ne veulent pas réduire leurs propres restrictions sur les importations de produits alimentaires (et aussi parce que

ceci peut avoir des effets négatifs sur leurs termes de l'échange internationaux). Toutefois, les résultats de notre modèle suggère de nouveau que ceci peut être préjudiciable sur le plan économique : ils indiquent que 93% des gains en bien-être découlant de la suppression des distorsions aux incitations agricoles, à l'échelle globale, viendraient de la réduction des tarifs d'importation. Ceci veut dire que seulement 2% découlent des subventions à l'exportation et 5% des mesures de soutien interne.

Il est certes très important de discipliner le soutien interne et d'éliminer les subventions à l'exportation, afin d'empêcher la ré-instrumentalisation de l'assistance, des tarifs vers les subventions internes, et de mettre l'agriculture en conformité avec le commerce des produits non agricoles en termes de non recours aux subventions à l'exportation. Mais ignorer l'accès aux marchés dans le Cycle de Doha reviendrait à renoncer à la majeure partie des gains potentiels pouvant découler de la réforme du commerce des marchandises.

Le Cycle de Doha actuel présente l'avantage de partir du cadre de règles et de disciplines convenu dans le Cycle d'Uruguay. En particulier, il a les trois 'piliers' clairement identifiés de l'accès aux mar-

Tableau 1 : Effets sur le bien-être économique des pays en développement de la libéralisation totale des échanges par différents groupes de pays et de produits, 2015

Gains dus à	Ag & Alimentation	Textiles & Vêtements	Autres produits man.	Tous produits
Politiques pays développés	29%	17%	4%	50%
Politiques pays en développement	33%	10%	7%	50%
Politiques tous pays	62	27	11	100
	pour cent	pour cent	pour cent	pour cent

(suite à la page 15)

Accès aux marchés ... (suite à la page 3)

chés, des subventions à l'exportation et du soutien interne sur lesquels se concentrer. Il est vrai qu'il a fallu plus de trois ans pour convenir d'un cadre pour les négociations actuelles, conclu fin juillet 2004, mais à présent, l'Accord cadre de juillet est susceptible d'orienter les négociations pendant quelques temps. Il fournit donc une base solide pour entreprendre une analyse ex ante de diverses options potentiellement disponibles pour les Membres de l'OMC durant les négociations de Doha.

Quand l'on se tourne à présent vers ce qui serait réalisable dans le cadre d'un train de réformes partielles de Doha, le diable sera dans les détails. Par exemple, le soutien interne autorisé pour les agriculteurs est tellement plus élevé, à présent, que les niveaux de soutien interne effectifs, qu'il est peu probable que l'abaissement de 20% du soutien consolidé total promis dans l'Accord cadre de juillet comme premier acompte nécessite des réductions de soutien effectives de tout Membre de l'OMC. De fait, un abaissement allant jusqu'à 75% pour ceux qui ont le plus de soutien interne est nécessaire pour faire bouger les choses, et même alors, seulement 4 pays Membres de l'OMC seraient tenus de procéder à des abaissements du soutien interne par rapport aux niveaux de 2001 : les États-Unis (de 28%), l'UE (de 18%), la Norvège (de 16%) et l'Australie (de 10%). Du fait qu'elles ont déjà initié des réformes de cet ordre depuis 2001, l'UE et l'Australie peuvent ne pas avoir à procéder à des abaissements supplé-

mentaires, même au titre de cette formule.

Traiter de l'excédent de consolidation

Des abaissements importants des taux consolidés sont également nécessaires pour effacer « le reliquat de consolidation » dans les tarifs agricoles. Comme le montre le Tableau 2, le taux consolidé moyen dans les pays développés est presque le double du taux appliqué moyen, et dans les pays en développement, le ratio est encore plus élevé. Ainsi de fortes réductions des taux consolidés sont nécessaires avant qu'il ne soit possible d'instaurer toute amélioration de l'accès aux marchés. Pour abaisser d'un tiers le tarif agricole effectif moyen global, les taux consolidés auraient à être réduits, pour les pays développés, d'au moins 45% et jusqu'à 75% pour les tarifs les plus élevés, aux termes d'une formule étagée.

Exemptions

Même des abaissements importants dans les tarifs consolidés ont peu d'effet si les 'produits sensibles' sont autorisés, sauf si un plafond est appliqué. Si les Membres succombent à la tentation politique d'imposer des limites aux abaissements tarifaires pour les produits agricoles les plus sensibles, une grande part des gains potentiels devant découler de Doha pourrait s'évaporer. Même si seulement 2% des lignes tarifaires agricoles HS6 dans les pays développés sont classés sensibles (et 4% dans les pays

en développement, pour incorporer également leurs 'produits spéciaux'), et sont donc soumis à un abaissement tarifaire de seulement 15% (pour remplacer l'expansion des contingents tarifaires mentionnée dans l'Accord cadre), les gains en bien-être découlant de la réforme globale de l'agriculture se réduiraient de trois quarts. Toutefois, si dans le même temps, tout produit ayant un tarif consolidé excédant 200% avait à le réduire à ce taux plafond, le gain en bien-être ne diminuerait 'que' d'un tiers.

L'excédent de consolidation élevé des pays en développement signifie qu'en dépit de leurs tarifs élevés – et même si des formules étagées sont utilisées pour réduire plus fortement les consolidations les plus élevées – relativement peu de ces pays auraient à réduire si peu que ce soit leurs tarifs et leurs subventions effectifs. C'est encore plus vrai si les 'produits spéciaux' sont soumis à des abaissements plus faibles. Politiquement, ceci rend plus facile pour les pays en développement et pour les PMA de proposer des abaissements importants sur les tarifs consolidés.

Les abaissements des tarifs industriels pourraient doubler les gains de Doha

L'élargissement de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles rehausserait de manière substantielle les gains découlant de la réforme de l'agriculture : un abaissement des tarifs industriels de 50% par les pays développés (et de 33% par les pays en développement et de zéro pour les PMA) doublerait les gains découlant de Doha pour les pays en développement. Ceci porterait à 96 milliards de dollars US le gain global découlant de la libéralisation des échanges, soit un bon tiers des gains en bien-être potentiels découlant de la libéralisation totale, à hauteur de 287 milliards de dollars US. Si l'on ajoute la réforme des services, ceci, bien sûr, rehausserait encore davantage les gains en bien-être.

La majeure partie des gains tirés par les pays en développement d'un scénario de Doha aussi large irait aux grands pays, notamment le Brésil, l'Argentine et d'autres pays latino-américains, la Thaïlande et l'Afrique du sud, en plus

Tableau 2 : tarifs d'importations agricoles moyens pondérés, par région, 2001¹

	Tarif consolidé	Tarif appliqué ¹
Pays développés	27%	14%
Pays en développement	48%	21%
Dont PMA	78%	13%
Monde	37%	17%

¹ Comprend les préférences, les taux tarifaires contingentés là où cela est pertinent, ainsi que les équivalents *ad valorem* de tarifs spécifiques. Les pays développés comprennent les économies en transition qui ont adhéré à l'UE en mai 2004. La définition de 'pays en développement' utilisée ici est celle adoptée par l'OMC et comprend donc quatre pays nouvellement industrialisés d'Asie de l'est.

(suite à la page 23)

Négociations et disciplines pour l'aide alimentaire à l'OMC

Linda M. Young et Philip C. Abbott

Des règles supplémentaires et des restrictions potentielles sur l'aide alimentaire internationale sont en cours de négociation dans le Cycle de Doha. Toutefois, en traitant de l'aide alimentaire uniquement dans son rôle de subvention à l'exportation, on court le risque de perdre de vue ses rôles humanitaire et en matière de développement.

L'aide alimentaire est prise en considération dans le pilier 'concurrence à l'exportation' des négociations sur l'agriculture et est donc négociée conjointement avec les subventions à l'exportation, les crédits à l'exportation et les entreprises commerciales d'Etat. Les négociations dans le pilier de la concurrence à l'exportation se concentrent sur la réalisation de l'engagement souscrit par l'Union européenne d'éliminer les subventions à l'exportation et d'élaborer des règles pour supprimer l'élément subvention des programmes de crédit à l'exportation américains.

L'aide alimentaire fait partie de ce pilier parce que les donateurs, en particulier les États-Unis, ont fourni des stocks d'excédents, essentiellement des céréales, en aide alimentaire. Du fait qu'elle varie de manière contracyclique en fonction des besoins, cette aide est perçue comme étant une subvention à l'exportation implicite. Lorsque les donateurs recourent à l'aide alimentaire pour développer de futurs marchés commerciaux, au lieu de faire face à des besoins humanitaires, cette aide est également perçue comme une subvention potentielle. De plus, l'achat de marchandises pour l'aide alimentaire sur le marché du donateur, appelé achat lié, est perçu comme avantageux pour les producteurs du pays donateur, mais inefficace pour la fourniture d'aide aux nécessiteux. En incluant l'aide alimentaire dans ce pilier et en la traitant uniquement dans son rôle de subvention à l'exportation, on court le risque de perdre de vue son rôle humanitaire et son rôle en matière de développement.

Bref aperçu et préoccupations concernant l'aide alimentaire

Au cours des dix ans entre 1994 et 2003, l'aide alimentaire s'est élevée en moyenne à 10 millions de tonnes métriques par an. Les États-Unis ont fourni plus de la moitié de l'aide alimentaire globale. L'aide alimentaire

d'urgence comptait en moyenne pour 43% de l'aide totale et était fournie à des pays en conflit ou enregistrant des déficits extrêmes de production, le reste étant réparti entre l'aide alimentaire de projet et l'aide alimentaire de programme. L'aide alimentaire de projet est essentiellement fournie à des ONG pour appuyer une grande diversité de projets de développement. L'aide alimentaire de programme est fournie de gouvernement à gouvernement et est revendue sur les marchés des pays bénéficiaires, les produits de la vente étant utilisés par le gouvernement bénéficiaire. La vente de l'aide alimentaire sur les marchés nationaux, au lieu de cibler les dons vers les pauvres, est appelée 'monétisation' et est plus susceptible de fausser les marchés. L'aide alimentaire 'liée' nécessite l'achat de biens et de services auprès du pays donateur. Près de 90% de l'aide alimentaire globale répond à cette définition.

L'Accord du Cycle d'Uruguay a tenté de maintenir un équilibre entre les préoccupations concernant des incidences possibles de l'aide alimentaire sur le commerce et la reconnaissance du rôle que l'aide joue dans la sécurité alimentaire des pays en développement, et parfois, des pays développés également. Les efforts visant à imposer des disciplines sur l'aide alimentaire pour minimiser la désorganisation des marchés commerciaux comprenaient une interdiction permanente de l'aide alimentaire en tant que subvention à l'exportation flagrante et une référence aux règles qui régissent l'aide alimentaire dans le cadre de la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) des Nations Unies. Les préoccupations concernant la sécurité alimentaire ont été reconnues dans une décision ministérielle qui engageait l'OMC à réexaminer le niveau d'aide alimentaire garanti par la Convention relative à l'aide alimentaire, afin de veiller à ce que les besoins légitimes des pays en

développement soient satisfaits et de prendre d'autres mesures pour promouvoir la sécurité alimentaire. Toutefois, lors du renouvellement de la Convention relative à l'aide alimentaire, en 1999, pour la première fois depuis le Cycle d'Uruguay, les engagements des donateurs sont tombés à leur plus bas niveau depuis 33 ans. L'absence d'action sur cette décision ministérielle fait partie des questions de mise en œuvre qui préoccupent les pays en développement dans le Cycle de Doha.

A l'OMC, le Cadre de juillet 2004 donne pour instruction aux Membres d'élaborer des disciplines spécifiques pour l'aide alimentaire. Reflétant les priorités de l'OMC, le Cadre énonce qu'il s'agit d'empêcher le détournement commercial. Le niveau de détournement commercial dépend de la mesure dans laquelle les dons rehaussent la consommation en ciblant des consommateurs pauvres qui, autrement, n'auraient pas autant consommé de produits alimentaires, ce que l'on appelle la 'consommation additionnelle'. Le détournement commercial causé par les programmes d'aide alimentaire américains est un grand sujet de préoccupation pour l'Union européenne et pour d'autres exportateurs. En opposition totale avec les États-Unis, l'UE s'est tournée vers des dons monétaires plutôt qu'en nature pour ses programmes d'aide alimentaire. Les programmes américains nécessitent un niveau minimal de monétisation, ce qui exacerbe le détournement commercial.

Une préoccupation importante des gouvernements des pays bénéficiaires est que l'aide alimentaire peut rehausser l'offre de produits alimentaires sur le marché intérieur, en réduisant le prix du marché et en entraînant une baisse de production. Si les dons d'aide alimentaire n'entraînent pas une hausse égale de la consommation

(suite à la page 6)

Négociations et disciplines.. (suite de la page 5)

(additionalité), un 'effet de désincitation' peut intervenir, mais ceci est peu probable. L'aide alimentaire peut faire baisser les prix intérieurs si le pays est fermé aux échanges, ou a recours à des mesures commerciales telles que les contingents ou les tarifs variables, pour isoler le marché intérieur du marché mondial. Si le pays bénéficiaire est une petite économie ouverte, l'aide alimentaire est plus susceptible de faire baisser les importations commerciales que de déprimer la production. De nombreuses études empiriques se sont penchées sur le point de savoir si l'aide alimentaire déprime la production locale, mais elles ont trouvé peu d'éléments de preuve pour étayer l'effet de désincitation. Il semble que le détournement d'importations commerciales est beaucoup plus probable, parce que les pays appliquent des politiques internes et commerciales pour minimiser l'effet de désincitation à la production.

L'aide alimentaire d'urgence est très susceptible de rehausser la consommation, car elle est fournie à des populations qui n'ont pas d'argent pour acheter des produits alimentaires. Par contre, une partie de l'aide alimentaire de projet et toute l'aide alimentaire de programme, sont monétisées. Par exemple, les ONG qui mettent en œuvre des programmes d'aide alimentaire revendent une partie de l'aide alimentaire qu'elles distribuent pour couvrir les coûts de distribution et pour financer une diversité de programme de développement. Les États-Unis sont le seul donateur qui autorise (exige) que l'aide alimentaire de projet soit monétisée, et la monétisation compte pour un pourcentage croissant de l'aide alimentaire de projet.

Reconnaissant le rôle humanitaire important joué par l'aide alimentaire d'urgence, les propositions de l'OMC visant à discipliner l'aide alimentaire ne comprennent pas l'aide alimentaire d'urgence, afin de ne pas entraver la rapidité ou l'envergure de la réponse internationale aux crises. Toutefois, les bénéficiaires doutent que la réponse internationale aux crises sera appropriée, car les donateurs ont réduit la quantité qu'ils garantissent de fournir. Ceci a incité l'Égypte, au début du Cycle, à présenter

une proposition selon laquelle les engagements des donateurs pour l'aide alimentaire devaient partie des engagements juridiquement applicables des donateurs, aux fins de l'OMC, mais la proposition n'a pas été promue.

Propositions visant à discipliner l'aide alimentaire

Selon Oxfam, l'aide alimentaire devrait être fournie essentiellement sous forme monétaire, avec des restrictions additionnelles sur le recours à l'aide alimentaire en nature. Oxfam a récemment appelé à des restrictions sur l'aide alimentaire liée et monétisée, de crainte que l'aide alimentaire autre que d'urgence ait des incidences négatives sur la production locale et sur les importations commerciales. Bien qu'il y a peu d'éléments prouvant que la production locale est déprimée par l'aide alimentaire, on a reconnu depuis longtemps que l'assistance monétaire était plus efficiente et avait moins d'incidences négatives potentielles, à la fois sur les marchés locaux et internationaux, que l'aide alimentaire fournie en nature. Qui plus est, l'effet de désincitation n'est pas une préoccupation commerciale devant être réglementée par l'OMC. S'ils estiment que l'aide alimentaire autre que d'urgence lèse leur production nationale, les décideurs du pays bénéficiaire peuvent prendre la décision de la restreindre. Toutefois, les bénéficiaires peuvent avoir à choisir entre la désincitation à la production et le détournement des importations, de sorte que les règles visant à limiter le détournement peuvent induire, dans l'avenir, des effets de désincitation, en particulier si les bénéficiaires perdent 'l'espace de politique' pour limiter la désincitation et à moins que l'aide alimentaire ne soit beaucoup mieux ciblée vers les pauvres.

Une autre proposition avancée par Barrett et Maxwell adopte le cadre utilisé dans l'Accord sur l'agriculture du Cycle d'Uruguay pour discipliner l'aide alimentaire. Ceux-ci proposent que l'aide alimentaire 'liée' autre que d'urgence soit classée dans la catégorie bleue, avec certaines restrictions quantitatives, et que l'aide alimentaire autre que d'urgence, mal ciblée, soit placée dans la catégorie ambre, pour être éliminée au cours d'une période de 5 à 10 ans.

Les restrictions qui limitent le recours à l'aide alimentaire en nature ou liée, comme le proposent à la fois Oxfam et Barrett et Maxwell, sont susceptibles d'entraîner une réduction des dons d'aide alimentaire des États-Unis et peut-être d'autres donateurs. Les programmes d'aide alimentaire bénéficient de l'appui d'une base diverse aux États-Unis, notamment des producteurs agricoles, des industries de transformation et des ONG. Ces groupes sont peu susceptibles de plaider en faveur et d'assurer une hausse de l'aide étrangère américaine – déjà en baisse – qui compenserait la réduction des programmes d'aide alimentaire.

Une approche différente est que l'OMC discipline les aspects les plus litigieux - et les plus susceptibles d'agir en tant que subventions à l'exportation implicites – de l'aide alimentaire, pour tenter de réaliser l'objectif général de mener à bien les négociations agricoles. Toutefois, l'OMC devrait avancer avec prudence et laisser la réforme plus poussée et la définition des critères sous la responsabilité d'une nouvelle institution en charge de l'aide alimentaire, qui aurait un rôle consultatif, auprès de l'OMC, sur les questions relatives à l'aide alimentaire. L'OMC devrait, en particulier, autoriser les participants à la nouvelle institution à trouver un compromis entre l'efficacité, les effets commerciaux, les effets désincitatifs et les niveaux probables d'aide alimentaire disponibles aux fins des nouvelles règles.

Les disciplines possibles dans cet axe de réflexion comprennent :

Discipline des programmes de développement de marchés : Le programme américain US PL 480 Title I est litigieux, car son objectif déclaré est de développer de futurs marchés pour les exportations américaines. Un langage interdisant des objectifs de développement de marchés pour les programmes d'aide alimentaire devraient être inclus dans un Accord du cycle de Doha.

Élimination de l'aspect 'écoulement d'excédents' de l'aide alimentaire : De nombreuses critiques ont été faites, au cours des années, contre le lien entre

(suite à la page 20)

Les ACR¹ et l'OMC : Quel Statut pour quelles préférences pour les APE² ?

Par El Hadji A. Diouf
Centre International pour le Commerce
et le Développement Durable (ICTSD)³

L'affaire Banane a été le déclencheur de la remise en cause des préférences spéciales. Dorénavant, les relations entre les pays ACP et l'Union Européenne seront régies par le principe de réciprocité sous la forme d'APE. Cette situation révèle la délicatesse de la nécessité de conciliation entre l'exigence juridique de la conformité avec les règles de l'OMC et le besoin économique d'avoir des préférences pour se garantir une intégration progressive et graduelle dans le système commercial international. Toute solution est rendue moins aisée par l'inexistence de règles commerciales spécifiques applicables aux ACR mixtes, entre pays en développement et pays développés.

Les préférences commerciales à l'OMC s'appuient sur une exception à l'un des piliers du système qu'est la clause de la Nation la Plus Favorisée (Clause NPF). Cette clause stipule que tout avantage commercial accordé par un pays à un autre, doit être immédiatement accordé à la totalité des parties contractantes du GATT. Autrement dit « *ce qui est accordé à l'un, est accordé à tous* » sans discrimination. Elle est assortie de deux caractères. Elle est générale, en ce qu'elle ne s'applique pas uniquement aux droits de douane, mais à toute mesure - extérieure ou domestique - adoptée par un État pour réglementer les flux d'exportation et d'importation. Elle est ensuite inconditionnelle, ce qui signifie que son application ne constitue pas un objet de négociation entre États. Les dérogations à ce principe sont strictement consignées dans le droit OMC et exigent une décision spécifique. Les deux types d'exception qu'elle admet sont étroitement liées aux ACR. Ils concernent les accords d'intégration économique régionale qui sont des accords par lesquels un ensemble de pays s'accorde réciproquement des avantages commerciaux préférentiels, comme par exemple une réduction des droits de douane. Ces avantages sont alors réservés aux pays membres de l'accord et refusés aux autres. Le second type concerne les « *préférences* » commerciales accordées aux pays en développement. Il s'agit de régimes commerciaux plus favorables visant à favoriser le développement de ces pays. Ce type de régime dérogatoire à la clause NPF est reconnu par les accords de l'OMC au titre du « *système des préférences généralisées* ».

En vertu de l'article XXIV du GATT, les

ACR sont organisés en Zone de Libre Echange ou en Union Douanière. Celle-ci étant plus intégré au point de postuler un tarif extérieur commun. La remise cause des conventions de Lomé induisait deux perspectives peu reluisantes pour les pays africains : le retour à une réciprocité globale dans leurs relations avec l'Europe, comme ce fut le cas avec les conventions de Yaoundé ; ou la résignation de voir ses préférences jusque là exclusives, être étendues aux autres pays en développement. Cette alternative pose toute la réalité des APE qui sont en négociation entre les ACP et l'UE, le choix de la réciprocité ayant été entériné.

Dès lors se pose aux pays africains le dilemme cornélien de la nécessité de conciliation entre l'exigence juridique de la conformité avec les règles de l'OMC et le besoin économique d'avoir des préférences pour se garantir une intégration progressive et graduelle dans le système commercial international. La préoccupation est de savoir comment continuer à bénéficier de préférences dans le cadre d'une relation commerciale régie par la réciprocité. Les APE, tels qu'ils sont envisagés, ne leur apportent pas une solution convaincante.

Les bases juridiques à tout régime de pondération commerciales sont logées dans les accords de l'OMC. La Clause d'habilitation et l'article XXIV régissent les moyens d'octroi de préférences commerciales aussi bien dans le cadre de SGP que des ACR. Force est de constater qu'en l'état, ces dispositions ne laissent pas de place à un TSD dans un APE sous forme d'ACR mixte tel que projeté. En revanche, un certain nombre de pistes ou d'indices laissent envisager le maintien de mesures préférentielles

non réciproques ou à tout le moins discriminatoires à l'endroit des autres pays en développement.

I. Défaut de base légale pour un TSD dans les APE

L'absence de base légale pour un TSD dans les futurs APE se manifeste à travers trois points : la non prise en compte des ACR mixtes dans le droit de l'OMC ; le déni de ce qu'il est convenu d'appeler la **triptyque préférentielle** - Préférence, non réciprocité et discrimination – dont le cumul est rigoureusement interdit dans une relation commerciale multilatérale; et la remise en cause des préférences spécifiques à l'OMC.

1. Non prise en compte des ACR mixtes dans le droit de l'OMC

L'article XXIV du GATT ne définit pas explicitement un régime de pondération pour les pays en développement dans le cadre des ACR mixtes. La clause d'habilitation non plus ne prévoit pas de dispositions régissant les ACR mixtes. Il n'y a que l'article V de l'AGCS qui prévoit un TSD au profit de PVD dans le cadre d'ACR mixtes. Dans ce contexte, il est difficile d'envisager des APE incluant des préférences non réciproques, pour défaut de base légale.

Pourtant, le TSD connaît un regain d'intérêt avec le cycle de Doha. Il a vocation à faire partie intégrante du système et demeurer invocable par les PVD dans leur rapport commerciaux avec les Pays développés. Or, les ACR mixtes restent un cas de figure inédit qui n'est pas pris en compte par les dispositions juridiques en vigueur. On ne peut donc pas considérer que les flexibilités dans les APE résultent d'une orientation

(suite à la page 9)

Les ACR et l'OMC :... (suite de la page 7)

systémique volontaire qui les rendraient non conformes à la libéralisation du commerce. Les cas de jurisprudence à l'OMC4 qui les ont considérés comme contraire à la clause NPF ont choisi, implicitement, de classer les ACR mixtes hors du champ de l'article XXIV et de déclarer les préférences qui y sont aménagées discriminatoires à l'endroit des autres pays étant dans la même catégorie de développement. Il eût été intéressant d'adopter une approche novatrice pour se déterminer sur la question de savoir si ce qui n'est pas expressément autorisé par la loi est supposée interdit. Devant l'inexistence de catégorie juridique claire pour les ACR mixtes, l'on a préféré réaffirmé la cohérence du système par une revalorisation du principe de non discrimination.

En regardant de plus près dans l'Accord de Cotonou, on se rend compte que l'article 34.4 stipule que « la coopération économique et commerciale sera mise en œuvre en pleine conformité avec les dispositions de l'OMC, y compris le traitement spécial et différencié ». Cette disposition est interprétée comme fixant « le niveau de traitement spécial et différencié à l'OMC comme étant le plafond juridique du niveau de TSD à atteindre au moyen des APE ». Si donc les flexibilités ACP ne devraient pas être supérieures à celles en vigueur à l'OMC sous risque d'incompatibilité, elles ne devraient pas leur être inférieures non plus. Les exigences combinées des articles I (Clause NPF) et 34 de l'accord de Cotonou se neutralisent ainsi pour aboutir à un TSD quasi standard à inclure dans les APE. Mais en réalité, un TSD ACP calqué sur le TSD OMC revient exactement aux droits NPF et ne serait qu'une règle commune minimum applicable à tous les pays en développement, bien au delà des pays ACP.

En outre, la divergence des délais de conclusion des deux processus ne laisse pas beaucoup de marge aux pays ACP. Si le cycle de Doha pourrait être conclu, dans les projections optimistes, en décembre 2005 ou en 2006, les négociations sur les APE risquent de se poursuivre jusqu'en 20075. Cela suppose que pour avoir un niveau acceptable de flexibilités dans les APE, les pays ACP sont obligés d'arriver à un

résultat positif et consistant sur les discussions à l'OMC sur le TSD dans la mesure de l'ambition affichée dans la déclaration de Doha.

2. Déni de la triptyque préférentielle : Préférence, non réciprocité et discrimination

L'approche préférentielle dans le commerce international se décline en une triptyque dont les éléments s'influencent mutuellement. Il n'est pas envisageable de disposer d'un régime commercial qui soit à la fois préférentielle, discriminatoire et non réciproque. Cela ressort des différents cadres régissant les modalités d'octroi de préférences commerciales dans les échanges mondiaux.

La partie IV du GATT, négociée en 1964, codifie la notion de **non réciprocité** dans les relations commerciales entre pays développés et pays en développement. Cette partie 4 est une conciliation entre la nécessité du développement (TSD) et les principes cardinaux de l'Organisation, visant à ajuster les inégalités de développement. En permettant aux pays développés d'octroyer des avantages sans en recevoir expressément en retour, elle leur enjoint de n'en conférer qu'aux pays en développement. **Rien que les pays en développement, mais tous les pays en développement.** Il en résulte une prohibition de discrimination à l'endroit de pays potentiellement bénéficiaires, car étant dans la même catégorie de développement.

C'est aussi la même logique juridique qui ressort du SGP de 1971 et de la Clause d'habilitation de 1979. Outre le fait que celle-ci est de nature pérenne alors que celle-là relevait d'une simple exemption, ces deux régimes confirment la possibilité offerte aux parties contractantes d'accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en voie de développement, sans l'accorder à d'autres parties contractantes. Ce régime préférentiel est de type mixte en ce qu'il règlement les rapports économiques inégalitaires entre pays en développement et pays développés. Ce qui postule la non réciprocité des concessions. Cette « générosité » unilatérale ne saurait être reconnue par le système que dans la mesure où elle garantie l'égalité de traitement entre bénéficiaires potentiels.

L'article XXIV du GATT qui régit les Accords Commerciaux Régionaux précise les conditions d'octroi d'avantages commerciaux en mettant en exergue deux points : la symétrie des concessions et la discrimination à l'encontre de Membres extérieures à l'Union douanière ou à la zone de libre échange. Sous ce rapport, les préférences ne sont donc plus octroyées sous une forme unilatérale, mais réciproque. L'acceptation d'une discrimination envers les autres Membres se justifie ainsi par la mutualité des préférences qui font d'elles des concessions de nature « privée » dont les non-contractants ne peuvent se prévaloir.

En définitive et sans le mentionner expressément, toutes les dispositions du GATT/OMC organisent la triptyque préférentielle. Il y a d'une part une constante qui est la mesure préférentielle elle-même ; et d'autre part deux variables que sont la discrimination et la réciprocité. Si la préférence est couplée à la réciprocité, la discrimination à l'endroit d'autres bénéficiaires reste possible. Si la préférence est couplée à la discrimination, la réciprocité doit être de mise entre les Membres bénéficiaires. Dans tous les cas, la préférence discriminatoire doit être réciproque. A défaut, elle est illégale.

3. La remise en cause des préférences spécifiques à l'OMC

Les préférences commerciales générales sont conçues à la CNUCED et mises en application juridique par le GATT. Outre le fait qu'elles identifient les bénéficiaires grâce au concept générique de pays en développement dans la détermination duquel la règle de l'auto-élection est encore le principe, on peut constater qu'elles sont générales et impersonnelles. Tous les pays en développement ou reconnus tels y ont droit. En revanche, la plupart des pays africains, dans le cadre de la Convention CEE/ACP, bénéficient de préférences spéciales eu égard à leur faible poids économique, mais aussi à leur relations historiques avec leur métropole.

Dès 1993, la question de la compatibilité du régime de la CE pour l'importation de la banane fut à l'origine d'une plainte des États d'Amérique latine qui aboutit à la constitution d'un Groupe spécial. Le Groupe Spécial conclut à

l'incompatibilité du régime de l'importation communautaire avec le droit du GATT. Toutefois, ce jugement ne fut pas appliqué faute de consensus. Mais il ne tardera pas à être confirmé par l'Organe de règlement des différends de l'OMC, après l'entrée en vigueur de l'accord de Marrakech. La convention de Lomé IV est jugée incompatible avec le droit du GATT/OMC dont les États signataires sont dans leur grande majorité membres⁶.

Les mesures exigées par Lomé étaient en effet contraires à l'article premier du GATT (Clause NPF), mais couvertes par la dérogation accordée dans ce sens. Les préférences de Lomé ne pouvaient pas non plus trouver une justification juridique dans l'article XXIV du GATT sur les zones de libre échange et les unions douanières, contrairement à ce qui a été soutenu par la CE et certains de ses partenaires ACP. La raison est que dans ce régime, il s'agit d'une libéralisation à sens unique, ce qui ne répond pas au critère de réciprocité exigé par le paragraphe 8 (b) de l'article XXIV. Par conséquent, la CE, ses États membres et les États ACP ne peuvent plus maintenir leur régime d'échanges préférentiels, compte tenu des moyens de pression que la nouvelle OMC met à la disposition des États lésés par la discrimination consécutive à l'octroi des préférences⁷.

Le changement de cap opéré avec la signature de l'accord de Cotonou ne résout pas le problème de l'incompatibilité du régime commercial UE/ACP avec les exigences du droit de l'OMC. L'essentiel des dispositions jugées illégales par l'ORD sont maintenues dans l'accord de Cotonou qui laisse donc la question de l'incompatibilité entière. Pour ne pas mettre ce nouveau régime commercial en péril, l'UE et les États ACP ont dû adresser à l'OMC une demande de dérogation à l'effet de maintenir le régime de Lomé durant la période transitoire⁸.

II. Vers un TSD dans les APE ?

Malgré la rigidité des dispositions légales, il subsiste des possibilités d'introduction d'un TSD dans les futurs APE en procédant à une réforme cadre juridique, mais aussi en interprétant de façon plus souple les règles régissant les ACR. Cette entreprise peut être impulsée et facilitée par la récente

décision de l'ORD de l'OMC qui consacre une possible différenciation entre pays en développement.

1. L'interprétation souple des règles régissant les ACR

Le comité des accords commerciaux régionaux (CACR) est au cœur de controverses liées à l'interprétation des règles de création des ACR contenues dans l'article XXIV du GATT. Trois questions délicates reviennent sur la table. C'est le problème du champ d'application des ACR énoncé au paragraphe 8 de l'article XXIV du GATT, la question des périodes de transition énoncée au paragraphe 5 c) de l'article XXIV et des questions de développement au centre desquelles se trouvent le TSD. Une interprétation extensive voir souple permettrait aux pays africains de pouvoir envisager une mise en œuvre des futurs APE avec le maximum de flexibilités possibles.

Il n'est pas suffisamment tenu compte, dans l'article XXIV, des aspects relatifs au développement des ACR conclus entre pays développés et pays en développement. Les Membres ACP estiment d'ailleurs ne pas comprendre le fait que l'article 5 de l'ACGS prévoit explicitement un TSD pour les accords d'intégration économique auxquels peuvent participer des pays développés et des pays en développement, alors qu'il n'en est rien pour son pendant qui est l'article XXIV du GATT. Sur cette base, les pays ACP demandent à corriger ce qui est pour eux une « lacune » en convenant qu'un TSD sera formellement et explicitement offert aux pays en développement pour répondre aux critères énoncés aux paragraphes 5 à 8 de l'article XXIV du GATT dans le contexte des accords régionaux conclus entre des pays en développement et des pays développés.

Sur ce chapitre, les communautés européennes adoptent la même position en avançant qu'il n'y a pas beaucoup de cohérence et de logique dans le traitement des différents types d'ACR auxquels les pays en développement sont parties ; principalement parce que « les règles existantes ne donnent pas lieu à un traitement juste et équitable entre les différents types d'ACR en fonction de leur incidence sur le développement et de la mesure dans laquelle ils encouragent la participation

des pays en développement au commerce mondial. » Des lors, il faudra les clarifier et les améliorer pour accorder une attention toute particulière aux avantages tangibles d'une intégration économique par le biais d'ACR plus ambitieux entre pays développés et pays en développement.

Concernant le champ d'application, la notion « l'essentiel des échanges commerciaux » devrait être évaluée avec une flexibilité appropriée pour les pays en développement partis à un ACR. Aucune indication quantitative n'est donnée. Les pays ACP mettent l'accent sur le choix d'une méthode favorable et de niveaux de seuils inférieurs pour déterminer le niveau de commerce et les produits visés. Pour les communautés européennes, tout critère numérique pour déterminer le champ d'application devrait se fonder avant tout sur les échanges visés. Pour elles, tout critère quantitatif futur ne peut que servir d'outil d'évaluation et d'indication pour déterminer une probable conformité avec l'OMC. A ce jour, diverses sources concordantes font état d'une interprétation de la notion « l'essentiel des échanges commerciaux » comme devant couvrir 80 à 90% des échanges entre les parties à un ACR, ce qui serait excessif pour les pays ACP.

Sur la question de la période de transition énoncée au paragraphe 5 c) de l'article XXIV du GATT, un consensus a semblé se faire autour d'un délai prescrit « qui ne devrait dépasser 10 ans que dans des cas exceptionnels ». Pour les pays ACP, le moyen de déterminer les « circonstances exceptionnelles » dont il est question devrait être clarifié pour qu'une période de transition de plus de 10 ans soit offerte légitimement et plus facilement aux pays en développement.

2. Consécration jurisprudentielle de la triptyque préférentielle : L'affaire Inde SGP

Le débat sur les conditions d'octroi de préférences aux pays en développement a pris une tournure intéressante lors d'une affaire récente soumise à l'Organe de Règlement des Différends de l'OMC. A défaut d'aboutir à des réponses probantes tirées des négociations, la jurisprudence de l'OMC a permis de

(suite à la page 10)

Les ACR et l'OMC (suite de la page 9)

recadrer l'interprétation des conditions énoncées dans la clause d'habilitation de 1979.

En mettant en cause un schéma préférentiel qui accordait des préférences spéciales à des pays comme le Pakistan dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues, l'Inde a soutenu que ces arrangements relatifs étaient « discriminatoires » car les avantages que l'UE octroyait n'étaient disponibles qu'à certains pays en développement spécifiés. L'Inde avait fait valoir que les pays exclus du régime subissaient des effets négatifs sur certaines exportations vers l'UE et a souligné, en particulier, que l'entrée du Pakistan dans le régime avait affecté les exportations de textiles indiens pour un montant de 250 millions de dollars US, exportations confrontées à des droits de douane plus élevés que leurs équivalents pakistanais, à l'entrée dans le marché européen.

En fait, l'enjeu d'un tel différend dépasse le régime concernant les drogues. Il s'agit en effet du premier différend portant sur la Clause d'habilitation, l'une des formes les plus significatives du traitement « spécial et différencié » en faveur des pays en développement prévu au titre de l'Accord sur l'OMC. Dès lors, de la décision de l'ORD, pourrait dépendre la viabilité du Système généralisé de préférences («SGP») appliqué par de nombreux pays donneurs.

En fin de compte, le Groupe Spécial a suivi l'Inde dans son raisonnement en considérant qu'il y avait une infraction des Communautés Européennes sur les obligations souscrites dans la mesure où le régime concernant les drogues est incompatible avec la clause NPF et ne se justifie pas par la Clause d'habilitation. Le Règlement du Conseil mis en cause est donc présumée annuler ou compromettre des avantages découlant des accords l'OMC. Par conséquent les Communautés Européennes devront retirer les préférences accordées au pays latino-américains précités.

Par un étonnant retournement de situation, l'Organe d'appel de l'OMC a considéré que les règles de l'OMC n'interdisaient pas aux pays développés

d'accorder des droits de douane différents sur des produits originaires de différents pays en développement, aux fins du SGP, à condition que ce traitement différentiel réponde à certaines conditions, aux termes de la « Clause d'habilitation ».

Le groupe spécial avait interprété le terme « non-discriminatoire » dans le contexte de la Clause d'habilitation comme signifiant que des préférences tarifaires identiques aux fins des régimes SGP soient fournies à tous les pays en développement sans différenciation. L'Organe d'appel a réfuté cette interprétation et a conclu que le terme « non-discriminatoire » n'interdisait pas aux pays développés d'accorder des droits de douane différents aux produits originaires de différents bénéficiaires des SGP, à condition que ce traitement tarifaire différencié réponde aux conditions restantes de la Clause d'habilitation. Néanmoins, l'Organe d'appel a attiré l'attention sur le fait qu'en octroyant un traitement tarifaire différencié, les pays qui accordent des préférences sont tenus, en vertu du terme « non-discriminatoire », de garantir qu'un traitement identique est disponible à tous les bénéficiaires de SGP dans une situation identique qui ont les mêmes « besoins en matière de développement, financier et commerciaux » et auxquels le traitement en question est destiné à répondre.

La portée d'une telle décision sur les conditions d'octroi des préférences est manifeste. En considérant que la discrimination entre pays en développement pourrait être acceptée – même si c'est si sur la base de critères objectifs préalablement définis – la jurisprudence de l'OMC confère pour la première fois une base légale au cumul de préférences commerciales à la fois unilatérales et discriminatoires. Cette interprétation introduit un niveau supplémentaire de différenciation qui va au delà de la catégorie générique de pays en développement. Elle est en mettre en relation avec le débat sur ce sujet en cours en ce moment à l'OMC. Pour les pays africains, elle ouvre une double perspective. D'abord, et dans le cadre des APE, elle permet sérieusement d'envisager un cadre de partenariat avec l'UE qui soit non réciproque et discriminatoire. En tout cas, elle légitimerait, quelque soit sa

forme, un traitement spécial et différencié dans le cadre des APE, sans être incompatible avec les prescriptions de l'OMC ; mais à conditions qu'il y ait un dénominateur commun justificatif d'un régime favorable dont les autres pays en développement ne pourraient se prévaloir. Ensuite, elle ouvre de bonnes perspectives liées à des considérations autres que d'ordre commercial comme la sécurité alimentaire ou la lutte contre la désertification qui pourraient se justifier traitement spécial différencié non pas sur la base exclusive de la catégorie de développement, mais sur des spécificités africaines.

3. Réforme du cadre juridique de l'OMC

Deux solutions peuvent être envisagées : la révision de l'article XXIV et l'étendue de la portée de la clause d'habilitation.

Révision de l'article XXIV

La principale motivation de la révision de l'article XXIV serait d'aboutir à une conception extensive des ACR en considérant que le traitement préférentiel entre pays en développement et pays développés, dans le cadre d'une zone le libre échange, ne serait plus considéré comme discriminatoire comme c'est le cas jusqu'à présent. Cela favoriserait pour les pays APC un accroissement de leur accès commercial préférentiel au marché européen tout en régulant leurs importations en provenance d'Europe.

Le libellé actuel de l'article XXIV a été négocié à une époque où il n'y avait que très peu d'ACR nord-sud. Cela a sûrement contribué à omettre la prise en compte des accords mixtes et les questions de développement y afférentes. Bien qu'aujourd'hui, le traitement spécial et différencié soit une notion qui est au cœur de l'architecture juridique de l'OMC, il n'existe pas de préférences de jure prévues par l'article XXIV au bénéfice des pays en développement. On a pu dire qu'il émanait de cet article des « flexibilités de facto qui découlent de l'ambiguïté de la terminologie et des pratiques tolérantes qui ont vu le jour tout au long de l'évolution du GATT et de l'OMC ». Ces flexibilités implicites qui résultent

(suite à la page 21)

Agriculture : après le blocage de juillet, les membres gardent encore l'espoir d'un sursaut politique et promettent d'intensifier les pourparlers dans la période menant à Hong Kong

Trois mois nous séparent de Hong Kong. La Proposition du G-20 et les trois piliers de l'agriculture sont revus en détails, avec en perspective, la préparation de la prochaine série de travaux du Comité de négociations sur l'agriculture.

C'est sans surprise que les membres de l'OMC ont constaté leur échec à convenir des « premières approximations » sur l'agriculture suite aux intenses négociations menées dans la semaine du 21 au 29 juillet dans la foulée de la mini-ministérielle de Dalian. Aucune avancée significative (exception faite du compromis sur les équivalents *ad valorem*, voir Passerelles numéro précédent) n'a donc été engrangée un an après la conclusion d'un accord-cadre qui semblait donner un nouveau souffle aux négociations agricoles. En dépit des quelques mouvements observés ces dernières semaines et de l'intensification des discussions qui, se sont déroulées essentiellement en format restreint, entre les membres des « five interested parties plus (FIP+) » comprenant le Brésil, l'Inde, les Etats-Unis, l'Union européenne, l'Australie, le Canada, la Chine, le Bénin, la Nouvelle Zélande, l'Indonésie, la Suisse, le Japon et la Malaisie, les membres ne sont parvenus à aucun résultat concret.

Les négociations agricoles reprendront donc ce mois de septembre, sous l'impulsion d'un nouveau Président (le nouvel Ambassadeur néo-zélandais M. Falconer) et d'un nouveau Directeur Général (M. Lamy). Les délégués n'auront donc plus que 3 mois pour arriver à se mettre d'accord sur des modalités pour l'agriculture (les formules, les pourcentages et les délais pour les abaissements de tarifs et de subventions) lors de la Conférence ministérielle de HongKong, en décembre - un but qu'ils se sont fixés afin achever le Cycle de Doha en 2006.

Les choses avaient pourtant plutôt bien commencé dans la mesure où quelques semaines avant, une trentaine de ministres du commerce de pays membres influents qui s'étaient réunis à Dalian du 13 au 13 juillet avaient convenu de relancer les négociations agricoles à l'OMC sur la base d'une nouvelles proposition mise sur la table

par le G20 portant sur l'accès aux marchés.

L'idée fondamentale de la formule du G20 que les membres semblaient disposés à utiliser est que les lignes tarifaires des pays développés et des pays en développement seraient réparties en différents ensembles de fourchettes tarifaires, en fonction du niveau des droits actuellement appliqués, chaque fourchette étant soumise à des abaissements en pourcentage différents. Pour les pays développés, cinq fourchettes différentes seraient disponibles, la première comprenant les tarifs à hauteur de 20% et le cinquième, les tarifs supérieurs à 80%. Les tarifs à l'intérieur de chaque fourchette seraient soumis à des abaissements linéaires à des pourcentages progressivement plus élevés pour chaque fourchette. Les États-Unis et les exportateurs de produits agricoles préfèrent généralement recourir à une « formule suisse » ayant des effets d'harmonisation pour les abaissements, qui réduirait les tarifs plus élevés de manière plus profonde, même dans chaque fourchette tarifaire, mais ont à présent accepté de travailler à partir de la proposition du G-20, comme base de discussions supplémentaires. Les pourcentages effectifs de la formule tarifaire doivent faire l'objet d'une négociation plus poussée, dans la proposition.

D'autre part, les tarifs des pays en développement seraient répartis en quatre fourchettes différentes : entre zéro et 30% ; entre 30 et 80% ; entre 80 et 130% ; et au-dessus de 130%. La proposition cherche à rendre opérationnel le principe de progressivité et vise également à prendre en compte la gamme variée de tarifs dans l'ensemble des pays en développement. Les abaissements en pourcentage pour chacune des fourchettes seraient plus faibles - moins de deux tiers de ceux que les pays développés appliqueraient

dans des fourchettes comparables. En plus de l'exposé fondamental de la formule, le G-20 a proposé le plafonnement des tarifs à 100% pour les pays développés et à 150% pour les pays en développement. Cette approche prendrait en compte la question des crêtes tarifaires. Le G-20 a également avancé quelques idées initiales pour des règles sur le traitement des 'produits sensibles', qui seront soumis à des réductions tarifaires relativement moins ambitieuses. En premier lieu, de tels produits seraient très limités en nombre et en second lieu, les abaissements tarifaires faibles seraient compensés par des contingents tarifaires élargis (à savoir que de plus grandes quantités du produit seraient importées à un taux tarifaire faible).

D'autres points spécifiques portaient sur les suggestions suivantes : établissement d'une date butoir pour la sauvegarde agricole spéciale en vigueur, qui a été utilisée essentiellement par les pays développés pour se protéger contre les brusques poussées d'importation ; identification des produits soumis à la progressivité des droits et d'une formule additionnelle pour traiter de cette question ; et consolidation de tous les 'tarifs spécifiques' (basés sur le volume) dans leurs équivalents *ad valorem* (basés sur le prix). La proposition reconnaissait également que des travaux devaient être menés pour examiner les questions liées à la libéralisation des échanges pour les produits tropicaux, à l'érosion des préférences, ainsi qu'aux situations des pays les moins avancés et des Membres ayant récemment accédé à l'OMC.

Lors du Conseil général de juillet, les discussions autour de la proposition du G20 ont presque tourné à un dialogue de sourds : l'Union européenne et le G10 ont demandé une flexibilité dans la formule de réduction tarifaire (ou plus exactement, une possibilité de

(suite à la page 12)

Agriculture ... (suite de la page 11)

« variation limitée ») ; les Etats-Unis et l'Australie se sont accrochés à l'idée d'une formule « progressive » (c'est-à-dire avec un taux de réduction croissant de manière régulière avec le droit initial) dans chaque bande, ou à tout le moins dans les bandes supérieures et ont récusé toute idée de « flexibilité » dans la formule, les produits sensibles devant permettre de traiter des « produits à problèmes » ; le G20 s'en est tenu à sa proposition de formule de réduction linéaire, y compris le traitement spécial et différencié prévu en son sein.

Vu l'étendue des divergences, aucun compromis ne pouvait donc être trouvé et les membres n'avaient d'autre choix que de constater, encore une fois, leur rendez-vous manqué de juillet en attendant la suite.

Supachai met l'accent sur la nécessité de se concentrer sur le fond

Dans sa déclaration au Comité des négociations commerciales, Supachai a mis l'accent sur les travaux intensifs dans le domaine de l'agriculture qu'il restait à entreprendre préalablement à la réunion de HongKong, ainsi que sur la nécessité de convenir effectivement des modalités lors de la ministérielle. Il a regretté que les négociateurs aient consacré beaucoup de temps à la question technique de la conversion des tarifs agricoles 'spécifiques' basés sur les quantités importées en équivalents 'ad valorem', c'est-à-dire les tarifs basés sur le prix du produit, et a déclaré que cette question avait, pendant des mois, entravé les progrès dans les négociations.

Il a pointé du doigt la structure d'une formule étagée pour l'accès aux marchés comme la question clé à laquelle il fallait trouver une solution, car des retards en ce qui concerne la formule entraînaient inévitablement le blocage d'autres questions. La formule de réduction des subventions internes nécessite également une solution urgente. Après avoir mis en exergue des questions dans l'ensemble des trois piliers des discussions sur l'agriculture, que les délégués doivent résoudre aussi rapidement que possible, Supachai a abordé la question du coton, en notant qu'il y avait peu d'espoir d'avancées dans ce domaine, en l'absence de

progrès dans les négociations générales sur l'agriculture. Il a également appelé à une aide au développement en faveur des producteurs des pays en développement, étant donné la chute actuelle des prix du coton globaux.

Situation dans les trois piliers de l'agriculture

S'adressant, le 28 juillet dernier, au Comité des négociations commerciales, Tim Groser a procédé à une évaluation de la situation des négociations, en mettant l'accent sur les questions qui actuellement posent problème dans les discussions et sur lesquelles les Membres concentreront probablement leur attention. Du fait qu'aucun nouveau texte n'a été convenu, les négociations s'appuieront fortement sur la Déclaration de Doha elle-même, ainsi que sur le Paquet de juillet de l'an passé.

Sur l'accès aux marchés – le domaine le plus litigieux des discussions – des divergences profondes persistent entre les pays qui pratiquent des tarifs élevés et les exportateurs de produits agricoles. Avant d'être en mesure de passer à d'autres questions, telles que la progressivité des droits ou l'érosion des préférences, les délégués doivent convenir de la structure fondamentale de la formule – en combien d'étages les tarifs seront-ils divisés, et comment les abaissements seront-ils faits dans chaque étage. Les travaux futurs devraient être fondés sur la proposition du G-20 abordée plus haut.

Dans le domaine du soutien interne, les principaux pays qui accordent des subventions ne sont toujours pas d'accord sur la structure de la formule étagée pour procéder à des abaissements dans le soutien ayant des effets de distorsion des échanges. L'UE est en faveur d'une formule à trois étages aux fins de laquelle l'Union procéderait aux abaissements les plus importants, en termes de pourcentage, les États-Unis et le Japon entrant dans la seconde catégorie. Les États-Unis préfèrent une formule aux termes de laquelle le Japon entrerait dans un étage plus élevé que les États-Unis. Les États-Unis ont également réalisé des progrès en ce qui concerne les critères de la Catégorie bleue (versements agricole partiellement découplés aux fins des programmes de

limitation de la production) et le réexamen et la clarification de la Catégorie verte (subventions ayant des effets de distorsion minimale des échanges). Concernant la Catégorie bleue, les États-Unis projettent de protéger leurs versements contracycliques – les subventions aux agriculteurs qui augmentent avec une baisse de valeur des prix moyens du marché par campagne pour les produits de base – et sont en train de lier le renforcement des critères à des concessions par d'autres pays dans le pilier de l'accès aux marchés. Pour ce qui est de la Catégorie verte, Groser a noté que les pays qui y ont le plus recours auraient à examiner sérieusement les propositions avancées par d'autres pays sur le renforcement des critères. Dans l'intervalle, certaines nouvelles dispositions portant sur les besoins des pays en développement (par exemple la réforme foncière) devraient être incluses.

Concernant la concurrence à l'exportation, les Membres de l'OMC sont largement d'accord sur les changements nécessaires pour l'élimination progressive des subventions à l'exportation normales (bien qu'ils n'en aient pas encore fixé la date finale). Il leur reste toutefois à convenir de nouvelles disciplines sur les entreprises commerciales étatiques et sur l'aide alimentaire.

En prévision de la Conférence de Hong Kong

En l'absence d'accord en juillet, les pressions sur les négociateurs resteront considérables au cours de la période menant à la Conférence ministérielle de HongKong, les délégués à Genève préparant le terrain en vue d'un accord politique. Tout en disant que les résultats n'étaient nullement inattendus, certains délégués ont fait part de leur préoccupation concernant le fait qu'il restait beaucoup à faire. Une source dans les milieux du commerce a noté que de nombreuses questions importantes pour les pays en développement, telles que le mécanisme de sauvegarde spéciale pour les protéger contre de brusques poussées des importations ou contre l'érosion des préférences, avaient besoin de suffisamment d'attention –

(suite à la page 22)

Traitement spécial et différencié : Pas de résultats concrets malgré des négociations «marathon»

Face au nombre de questions clés encore en suspens, priorité sera accordée à l'examen des propositions, surtout celles émanant des pays les moins avancés.

Dans son rapport au Comité des négociations commerciales (TN/CTD/12), le président du Comité du Commerce et du Développement (CCD), M. Faizel Ismail (Afrique du Sud), se prononçant sur l'état d'avancement des travaux, affirme qu'il apparaît impossible de «formuler des recommandations», du fait que certaines questions clés demeurent encore non réglées.

Les négociations tenues quasi quotidiennement entre les 19 et 27 juillet derniers, à la fois de façon formelle et informelle, en prélude à la réunion du Conseil Général du 29 juillet dernier, ont toutefois connu «un progrès perceptible et indéniable vers une plus grande convergence de vues» entre les Membres. En effet, durant cette semaine, les Membres se sont penchés particulièrement sur les propositions d'accord spécifique présentées par les PMA.

Des 88 propositions initialement présentées, les cinq faisant l'objet de consultations se réfèrent: i) au Mémoire d'Accord concernant les dérogations aux obligations; ii) à la Clause d'habilitation; iii) à l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce - MIC; iv) aux mesures en faveur des PMA et v) à la Clause d'habilitation, paragraphe. 3b. Respectivement appelées propositions 23, 38, 84, 88 et 36. Parmi ces propositions, les propositions 23, 36 et 84 s'avèrent être plus problématiques.

Divergences persistantes parmi les Membres

Si des progrès sensibles sont à relever, comme évoqué précédemment, des divergences persistent entre les pays et groupes de pays Membres, particulièrement concernant certains aspects comme la flexibilité, «le caractère automatique, illimité et auto-octroyé des exemptions» ou encore le contenu de certaines propositions. S'agissant du premier, certains

estiment qu'elle devrait être «transitoire» et accordée en réponse à un besoin.

Ainsi le Paraguay, Costa Rica et d'autres pays latino-américains se montrent particulièrement peu disposés à approuver certaines dispositions amendées dans la version récente de la proposition 23 qui demande aux Membres d'accorder une «considération spéciale» à leurs requêtes (des pays en développement et moins avancés) en matière de dérogation aux obligations de l'OMC.

De leur côté, les Etats Unis, par rapport à la proposition 36 qui sollicite un accès aux marchés en franchise de droits et non contingenté pour les produits d'exportation des PMA, s'opposent à toute forme de langage obligatoire ou contraignant sur la question, dans le cadre de l'OMC. Ils suggèrent en contrepartie des accords bilatéraux qui, à leur avis, conviendraient le mieux à ce propos. Ils sont rejoints dans cette position par plusieurs autres pays en développement, tout comme des pays d'Amérique latine, qui expriment des préoccupations quant à l'adoption de toute forme d'engagement contraignant en matière d'accès aux marchés à l'OMC.

Une autre divergence largement exprimée se réfère à la proposition 84 dans laquelle les PMA sollicitent une exemption de l'Accord sur les MIC. A ce sujet, les pays développés suggèrent que soit élaboré un langage spécifique énonçant des critères et paramètres exacts de possible exemption.

Dans l'ensemble, les pays développés, même s'ils reconnaissent la nécessité de fournir une assistance technique aux PMA, estiment toutefois que «celle-ci ne devrait pas être obligatoire.»

Prochaines étapes d'ici à HongKong

Essayant d'apporter une note d'optimisme, le Président Faizel Ismail

soulignant les «progrès sensibles» obtenus jusqu'ici, note que la Session spéciale du CCD poursuivra les travaux en se focalisant sur les propositions d'accord particuliers restantes, avec une priorité à celles émanant des PMA. Aussi a-t-il ajouté que les Membres devraient formuler des «recommandations claires» au Conseil général d'ici à la Conférence ministérielle.

Les autres questions restées en suspens telles les questions transversales (y compris la différenciation au sein des pays en développement et la graduation relative à l'éligibilité pour certaines formes de traitement spécial et différencié), le mécanisme de surveillance et l'incorporation du traitement spécial et différencié dans l'architecture des règles de l'OMC seraient également examinées lors des séances de consultation.

A noter pour terminer que, par rapport à l'évolution globale des travaux, certaines délégations ont exprimé, au terme de cette série de négociations, leur sentiment de frustration. Ceci, en raison d'un manque de progrès véritable ni sur les négociations concernant le traitement spécial et différencié en général, ni sur les 88 propositions spécifiques, et pas même sur les cinq propositions des PMA. Ces derniers ont pour leur part, souligné qu'ils n'accepteraient les concessions sur ces propositions qu'en bloc.

Selon certaines sources, l'échec d'accord sur les cinq propositions émanant des PMA refléterait également le manque ou la faible avancée observée dans les autres domaines. Autrement dit, l'on conçoit difficilement qu'il y ait des avancées au niveau des négociations sur le traitement spécial et différencié quand les négociations sur l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles, les services et dans les autres domaines connaissent des blocages.

L'arbitre de l'OMC se prononce contre les nouveaux taux tarifaires européens pour la banane

L'arbitre de l'OMC s'est prononcé, le 1er août dernier, contre les taux tarifaires en régime NPF (Nation la Plus Favorisée) proposés par l'UE pour les importations de bananes. C'est le dernier épisode d'un différend commercial interminable sur la banane, entre l'UE et les pays latino-américains.

L'arbitre a jugé que le tarif proposé par l'UE, de 230 euros par tonne, «ne préserverait, au minimum» les opportunités actuelles d'accès aux marchés offertes aux fournisseurs bénéficiant du régime NPF – essentiellement en Amérique latine – par le régime européen de contingents tarifaires existant pour la banane. L'arbitre a également estimé que le niveau tarifaire proposé élargirait de fait la marge d'accès préférentiel aux marchés dont bénéficiaient les exportations des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), au détriment des fournisseurs de banane bénéficiant du régime NPF. L'arbitre n'a toutefois pas indiqué en quoi consisterait un taux tarifaire raisonnable pour les fournisseurs en régime NPF.

Dans sa décision, l'arbitre a constaté des insuffisances dans la méthodologie et les données relatives aux prix utilisés par l'UE pour arriver aux nouveaux taux tarifaires. En particulier, l'arbitre a convenu avec les pays latino-américains que l'UE aurait dû prendre en compte l'avantage que les nouveaux tarifs donneraient aux fournisseurs ACP, par rapport aux pays bénéficiant du régime NPF.

Contexte de l'arbitrage

Le 31 janvier 2005, l'UE avait notifié à l'OMC son nouveau tarif proposé de 230 euros pour les importations de banane en régime NPF, censé remplacer le système de contingents tarifaires actuel, tout en maintenant une préférence pour les pays ACP, ce nouveau tarif devant entrer en vigueur le 1er janvier 2006. Les pays latino-américains exportateurs de banane ont immédiatement rejeté ce taux tarifaire. Par contre, les pays ACP ont fait pression pour que l'UE rehausse encore davantage les tarifs de la banane – du niveau de base actuel de 75 euros à 275 euros par tonne – pour protéger leur accès préférentiel au marché européen. Les négociations entre les pays latino-américains et l'UE pour résoudre ce différend n'ont pas abouti à un

compromis, ce qui a incité les pays latino-américains à faire une demande d'arbitrage à l'OMC.

L'option de l'arbitrage résulte d'une dérogation accordée à l'UE par les Membres de l'OMC, en marge de la Conférence ministérielle de l'OMC à Doha, en novembre 2001. La dérogation autorisait l'UE à accorder un accès aux marchés préférentiel aux exportations de banane en provenance des pays ACP – à la condition que des tierces parties tels que les pays d'Amérique latine et d'Amérique centrale exportateurs de banane, aient le droit de faire une demande d'arbitrage avant l'entrée en vigueur des futurs tarifs sur la banane remplaçant le système de contingents.

Les pays latino-américains réservent un accueil favorable à la décision, les pays ACP font part de leur déception

Les exportateurs latino-américains de bananes ont fait part de leur satisfaction concernant la décision de l'arbitre. Le ministre du commerce de l'Equateur, Oswaldo Molestina, a noté que les Latino-Américains espéraient un niveau tarifaire faible de 33 euros par tonne. Selon le ministre : «l'Equateur et les autres exportateurs latino-américains estiment que [le tarif] ne peut pas dépasser 75 euros, et en fonction de nos calculs à l'aide de la méthodologie correcte, il ne devrait pas dépasser 33 euros.» Les pays ACP exportateurs de banane, pour leur part, ont fait part de leur déception concernant cette décision. Marshall Hall, président des Exportateurs de banane jamaïcains, a simplement spécifié que la décision «n'est pas du tout en notre faveur et nous ne sommes pas satisfaits.» Hall a également noté que les producteurs de banane seraient «pratiquement anéantis.»

Préalablement à la publication de cette décision arbitrale, les exportateurs de banane camerounais et ivoiriens avaient également rendu public, le 26 juillet dernier, une déclaration dans laquelle ils soulignaient l'importance que revêtaient leurs secteurs de la banane pour la

réduction de la pauvreté et le développement durable de leurs économies. Selon la déclaration, le taux tarifaire de 75 euros ou moins préconisé par les exportateurs latino-américains «éliminerait les exportations ACP vers l'UE.»

Prochaines étapes

Selon les termes de la dérogation, l'UE doit rectifier le régime tarifaire proposé, en conformité avec la décision arbitrale. L'UE doit à présent entamer de nouvelles consultations avec les pays latino-américains. Si l'UE et ces pays ne sont pas en mesure d'arriver à un accord mutuellement satisfaisant, le même arbitre aura à déterminer «si l'UE a rectifié la question.» La seconde décision arbitrale sera notifiée au Conseil général de l'OMC et si l'UE omet une fois de plus de s'y conformer, la dérogation «cessera de s'appliquer à la banane, à l'entrée en vigueur du nouveau régime tarifaire de l'UE.»

Dans un communiqué de presse du 1er août, l'UE a fait part de son intention «d'étudier attentivement le rapport de l'arbitre et d'examiner les options disponibles pour faire avancer ce processus.» L'UE a également réitéré son intention d'avoir un système uniquement tarifaire en place le 1er janvier 2006, comme convenu lors de la Conférence ministérielle de Doha. La Commission exécutive européenne a déclaré qu'elle initierait des consultations d'ici peu avec les pays concernés et «qu'elle s'attend à leur engagement constructif.» Les pays latino-américains qui ont fait une demande d'arbitrage sont la Colombie, le Costa Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Honduras et le Panama.

La décision de l'arbitre, WT/L/616, est disponible à : <http://docsonline.wto.org> le communiqué de presse de l'UE est disponible à : <http://www.europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/051030&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

Coton à l'OMC : Les pays africains toujours déçus de l'évolution ; le Brésil demande des mesures de rétorsions

L'on s'achemine vers une nouvelle procédure d'arbitrage, face à l'absence d'accord entre le Brésil et les Etats-Unis. Pendant ce temps, les pays africains s'inquiètent du silence des Membres sur la dernière proposition qu'ils ont posé sur la table des négociations.

Au moment où les pays africains étalent leur déception de ne pas avoir reçu de réponses écrites à leur dernière proposition de négociation, la procédure entre le Brésil et les USA sur la voie contentieuse suit son cours. Si les américains semblent montrer de bonnes dispositions pour mettre en œuvre les décisions de l'ORD, le Brésil persiste dans la voie contentieuse en envisageant de prendre des contre mesures. Mais les bases juridiques invoquées pour ce faire ne font pas l'objet de la même interprétation par les USA. Les deux parties s'acheminent naturellement vers une procédure d'arbitrage dont les bases ont été jetées dans leur communication conjointe.

Les Etats Unis montrent de bonnes dispositions pour la mise en œuvre des décisions de l'ORD sur le coton

Le 5 juillet dernier, le ministère de l'agriculture des USA a annoncé le lancement d'une procédure de mise en conformité de son programme de subvention au coton, dans la perspective de la mise en œuvre de la décision de l'ORD déclarant ces subventions illégales. Dans ce communiqué, les USA informent être sur le point «d'envoyer au Congrès des propositions de modifications législatives, dans le cadre du programme généralement connu sous le nom de programme sur le coton *Step 2*, et dans le cadre des programmes de garantie de crédit à l'exportation, afin de respecter une récente décision prise par l'OMC au sujet du coton lors d'un différend avec le Brésil.»

Même s'il ne s'agit que d'une déclaration d'intention pour le moment, cette décision a le mérite de rétablir la confiance dans les négociations actuelles, au moment où l'on s'achemine vers le délicat Conseil Général du mois de Juillet dont les résultats détermineront les conclusions de la conférence ministérielle de Hong Kong de décembre prochain. C'est dans ce sens d'ailleurs que le secrétaire américain à l'agriculture Mike Johannes

déclare: «En mettant en œuvre ces changements proposés, nous réagissons pleinement à la décision de l'OMC (...). Cette démarche est essentielle pour que les Etats-Unis restent un chef de file dans les négociations de Doha à l'OMC, qui sont cruciales pour l'accès aux marchés américains et la prospérité à long terme de nos agriculteurs et de nos éleveurs.» Ce dernier s'est aussi réjoui de la collaboration des représentants de ces secteurs pour mettre sur pied les nouvelles propositions et «nous allons travailler avec le Congrès durant l'étude de cette nouvelle législation», a-t-il ajouté.

Le Brésil persiste dans la voie contentieuse et envisage de prendre des contre mesures

Cette offensive politique américaine n'a pas eu pour effet d'enrayer, au niveau du contentieux, les velléités brésiliennes qui ont demandé à pouvoir prendre des mesures de rétorsion (WT/DS267/21).

L'ORD avait recommandé que les États-Unis retirent, au plus tard dans un délai de six mois à compter de la date d'adoption du rapport du Groupe spécial par l'Organe de règlement des différends, les subventions prohibées que sont les garanties de crédit à l'exportation au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation et la mesure incriminée prévoyant des versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (*STEP 2*) en faveur des utilisateurs nationaux de coton upland.

Le délai de mise en œuvre a expiré le 1er juillet 2005, ce qui laissait au Brésil certaines opportunités juridiques de rentrer dans ses droits. En effet, l'article 4.10 invoqué par le Brésil donne droit à l'ORD, au cas où il n'est pas donné de suite à ses recommandations à compter de la date à laquelle le rapport de l'Organe d'appel aura été adopté, d'accorder au membre plaignant l'autorisation de prendre des contre mesures appropriées. De même, l'article

22.2 donne à la partie plaignante la possibilité de demander une compensation satisfaisante à l'expiration du délai de mise en œuvre. Ensuite, si dans les 20 jours suivants, un consensus n'a pas pu être trouvé sur cette compensation, le Membre lésé pourra prétendre à la suspension de l'application de concessions ou d'obligations au titre de l'accord visé.

C'est cette voie qu'a suivi le Brésil dans sa communication du 5 juillet en déclarant projeter de demander, à la réunion de l'ORD du 15 juillet 2005, l'autorisation de prendre des contre mesures à hauteur 3 milliards de dollars EU équivalant à son préjudice, jusqu'à ce que les États-Unis retirent les subventions à l'exportation prohibées identifiées par le Groupe spécial et l'Organe d'appel. Ainsi, le Brésil pourrait utiliser des contre mesures qui prendraient la forme de la suspension de concessions tarifaires et d'obligations connexes au titre du GATT de 1994 par l'imposition de droits d'importation additionnels sur une liste de produits importés des États-Unis, qui serait définie par lui-même. Il considère qu'il n'est pas possible ou efficace de suspendre des concessions ou d'autres obligations en ce qui concerne le même secteur/accord que celui pour lequel le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont constaté les violations. En plus, les circonstances sont suffisamment graves pour justifier la suspension de concessions ou d'obligations au titre d'autres accords visés.

Sur la base de cet argumentaire, le Brésil invoque l'article 22.3.c du Mémoire d'Accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends qui peuvent lui permettre de suspendre des obligations ou concessions au titre d'un autre accord visé.

Sur cette base, le Brésil envisage de prendre des contre mesures appropriées

(suite de la page 22)

A trois mois de la conférence de Hong Kong, la société civile africaine se concerte et émet des recommandations en direction des négociateurs

A mesure que la conférence ministérielle se rapproche et que la pression augmente, les organisations de la société civile africaine formulent plusieurs recommandations et préconisent une position commune en vue de Hong Kong.

Réunie du 16 au 19 Août 2005 à Accra, sous l'égide du Réseau « Africa Trade Network », une centaine d'Organisations de la société civile (Osc) de l'ensemble du continent africain comprenant des organisations paysannes et de producteurs, des syndicats, des Ong, des mouvements et associations de femmes et de jeunes etc. se sont retrouvés pour mener une vaste discussion autour des questions en négociation au sein de l'organisation mondiale du commerce et dégager une position commune en perspective de la conférence ministérielle de Hongkong.

Commençant par une mise à niveau de l'ensemble des participants sur les sujets en discussion, la rencontre a vu la participation d'experts venus de Genève et de la sous-région qui ont fait des présentations de grande qualité qui ont, pour l'essentiel abordé l'état actuel des négociations, les positions mises sur la table par les différents membres, les enjeux de la conférence de Hongkong et la meilleure façon pour les pays africains d'y prendre part de façon avantageuse.

Les organisations de la société civile africaine actives dans le domaine du commerce, de l'agriculture et d'autres domaines voisins ont, à travers leur déclaration, réaffirmé le droit fondamental de mettre en œuvre des politiques favorables au développement des économies du continent et de préserver les droits sociaux et moyens de subsistance de la population. Au cours des deux dernières décennies, les institutions internationales telles que la Banque mondiale et le FMI ont mis en péril ces droits. Les politiques économiques de libéralisation et de déréglementation imposées par ces institutions ont entraîné l'effondrement des économies et des dégâts sociaux et environnementaux. De l'avis des Osc signataires de la déclaration, l'OMC apparaît actuellement comme une instance au sein de laquelle se poursuivent les desseins des institutions internationales en vue d'une

libéralisation au seul profit des multinationales.

Quatre années après le lancement du fameux programme de développement de Doha, aucun progrès notable n'a été réalisé au titre des préoccupations de développement des pays africains et d'autres pays en développement qui ont été pourtant proclamées comme étant les éléments essentiels du succès du programme de Doha. Les pays développés de l'OMC ont contrarié tout effort visant à corriger les déséquilibres fondamentaux du régime de l'OMC qui ont contribué au bouleversement des économies et des populations des pays africains et d'autres pays en développement et ont poursuivi leurs tentatives d'imposer les besoins de leurs propres économies et de leurs sociétés au reste du monde.

Plusieurs années de résistance des pays africains, et des pays en développement en général, ont conduit à l'échec de la conférence ministérielle de Cancun. Depuis, la logique du deux poids deux mesures continue d'être la caractéristique fondamentale des négociations. Les pays industrialisés membres de l'OMC continuent de faire pression sur les pays en développement pour qu'ils prennent davantage d'engagements de libéralisation dans leurs secteurs industriels, agricoles et des services alors que ceux-ci s'obstinent à maintenir leurs avantages et protection.

A mesure que la conférence ministérielle de Hongkong se rapproche et que les tactiques de manipulation, les stratégies de division et la pression augmentent sur les pays africains, les organisations de la société civile africaine ont formulé plusieurs recommandations, qui peuvent constituer autant de repères pour les négociateurs.

Sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les Osc africaines ont exigé des gouvernements qu'ils défendent leur droit et leur

souveraineté dans la détermination et l'usage des droits de douane et d'autres politiques connexes qui sont des instruments de développement. Cela passe par un rejet des demandes de réductions tarifaires et de consolidation des droits existants à des taux bas qui ne permettront à l'avenir aucune action sur les politiques commerciales.

Concernant l'agriculture, principale source de revenu et de nourriture de la majorité de la population africaine, les organisations de la société civile appellent les pays africains à protéger leurs marchés comme le font les pays développés afin de préserver la sécurité alimentaire et le développement rural. De telles initiatives doivent passer par un refus de la baisse des droits de douane sur les produits agricoles et une reconnaissance explicite du droit de désigner des produits spéciaux et de mettre en place des mesures de sauvegarde pour tout pays africain qui en sent le besoin. La sempiternelle question des subventions a aussi été soulevée, et selon la société civile, elles doivent être purement et simplement supprimées conformément aux engagements pris par les pays développés.

En ce qui concerne les services, les Osc africaines ont dénoncé les politiques préconisées par le FMI et la BM dans le cadre des programmes d'ajustement structurels imposés aux pays africains et qui ont eu aujourd'hui pour résultat la déréglementation et la déstructuration du secteur des services dans ces pays. Les politiques de libéralisation et de privatisation ont eu pour conséquence de transférer les patrimoines nationaux aux entreprises étrangères sans augmenter pour autant le niveau d'accès des populations à la plupart des services de base : la santé, l'eau et l'éducation.

C'est pourquoi les Osc ont appelé les gouvernements africains à ne pas répondre aux demandes de libéralisation

(suite à la page 23)

CEDEAO : le Comité ministériel de suivi de la négociation des APE évalue le processus en cours et plaide pour un APE centré sur le développement plus que sur le commerce

Les pays d'Afrique de l'ouest s'activent pour élaborer des positions communes argumentées qui leur permettra de négocier avec l'UE des APE qui tiennent compte des questions de développement. Les experts rendent compte à leurs ministres sous l'œil avisé de la société civile.

Le Comité Ministériel de Suivi des négociations de l'Accord de Partenariat Economique Afrique de l'Ouest - Communauté Européenne s'est réuni le 16 juillet 2005 à Dakar sous la présidence du ministre du commerce, de l'industrie de l'artisanat et de la promotion du secteur privé de la République du Niger, M. Habi Mahamadou SALISSOU. Cette réunion a enregistré la présence des ministres du commerce et des finances de l'Afrique de l'ouest. Les ministres avaient pour entre autres tâches d'examiner le rapport de la réunion des experts qui s'est tenue quelques jours avant. Quatre questions fondamentales ont ainsi été passées en revue et ont débouché sur des conclusions et recommandations qui devraient orienter les décisions et les prises de position à différents niveaux. Ces questions sont entre autres: l'état des négociations de l'APE avec l'Union Européenne, l'état des négociations multilatérale dans le cadre de l'OMC et l'adoption du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO.

La réunion des experts se penche l'état des préparatifs de la région

Huit groupes thématiques ont été mis sur pied pour élaborer des positions de négociation et en général renforcer les capacités des groupes de négociation qui participeront aux groupes thématiques conjoints A.O - CE. Les premières réunions de ces groupes ont eu lieu en février 2005 et la seconde série de réunions est en cours.

En vue de la constitution d'une union douanière, le processus d'extension du TEC de l'UEMOA à l'ensemble des pays de la CEDEAO est en cours comme convenu notamment dans la feuille de route des négociations de l'APE. Certains pays dont la Guinée Conakry sont déjà au stade de la mise en œuvre. Pour les autres, les listes d'exception (type A et B) ainsi que les justificatifs sont en cours d'élaboration.

Etat d'avancement des discussions entre l'Afrique de l'Ouest et la CE

Les experts ont rappelé la mise sur pied de 5 groupes thématiques conjoints et ont constaté un désaccord entre les deux parties en ce qui concerne le cinquième groupe. L'Afrique de l'Ouest veut que ce groupe soit consacré aux secteurs de production agriculture, pêche, produits artisanaux et industriels, tandis que la CE, souhaite que ce groupe soit consacré à de simples analyses sectorielles et ne soit pas un groupe de négociation.

Le rapport conjoint du groupe I sur la zone de libre-échange et l'union douanière a été adopté lors de la dernière réunion du Comité régional de négociation (CRN) au niveau des hauts fonctionnaires qui a eu lieu à Dakar en juin dernier. Une seconde divergence a été toutefois constatée, le côté européen ayant émis une réserve sur le point concernant les compensations des pertes des recettes douanières. Ce point est ainsi resté suspens.

Les OSC dans leur communication ont souligné leur rejet d'un APE purement commercial et ont recommandé la recherche d'un cadre de véritable partenariat économique basé sur le principe de non-réciprocité et de protection des industries naissantes de l'A.O. Elles ont aussi rappelé les positions des ministres de l'UA sur les questions de Singapour et la nécessité

d'adopter des politiques régionales communes sur ces questions avant d'entrer en négociation avec toute tierce partie. Par ailleurs, les OSC demandent que l'adoption du TEC de l'Uemoa soit suspendue pour permettre une concertation de tous les acteurs concernés et prendre en compte les préoccupations des organisations paysannes pénalisées par un TEC agricole trop bas. Ceux-ci estiment que l'adoption du TEC de l'UEMOA risque de compromettre la mise en œuvre de la politique agricole commune de la CEDEAO, l'Ecowap. Enfin, la société civile attire l'attention sur le processus de négociation qui s'est emballé pour des raisons de calendrier et ne permet pas une concertation démocratique.

Lors de la réunion du CRN au niveau des hauts fonctionnaires de février 2005 à Bruxelles, les deux parties ont examiné une structure de rapport conjoint. Cinq parties ont été proposées, (Introduction, Environnement institutionnel en A.O., Approfondissement du processus d'intégration en A.O., Amélioration de la compétitivité, Modalités de mise en œuvre et Mobilisations des ressources). La partie européenne accepte cette structuration sous réserve de préciser que les parties sur l'amélioration de la compétitivité et la mobilisation des ressources ne relèvent pas des groupes de négociation mais de la TFPR.

La première réunion de la TFPR a eu lieu en marge de la réunion des hauts fonctionnaires de juin dernier à Dakar. Elle s'est résumée à l'adoption de dispositions d'opérationnalisation, notamment la création d'un bureau tournant.

Conclusions de la réunion des experts

Les discussions sur l'état de négociations ont permis aux experts de constater que la CE confirme à chaque étape des discussions, son refus de

Les OSC demandent que l'adoption du TEC de l'Uemoa soit suspendue pour permettre une concertation de tous les acteurs concernés et prendre en compte les préoccupations des organisations paysannes pénalisées par un TEC agricole trop bas.

(suite à la page 18)

CEDEAO : le Comité ... (suite de la page 17)

négocier et de s'engager sur les questions de développement qui constituent pourtant la principale préoccupation de la région. En conséquence, ils ont recommandé aux ministres que la région exige un engagement politique de la CE sur la question des ressources additionnelles pour faire face aux coûts d'ajustement et à l'amélioration de la compétitivité des économies ouest-africaines. Sur les thèmes de Singapour, les experts ont rappelé que les questions d'investissement et concurrence figurent bel et bien sur la feuille de route et que la région a accepté de les négocier. Il y a cependant eu des divergences, certains experts étant d'avis, comme la société civile, que les négociations sur ces thèmes étaient prématurées. Le rapport des experts a en définitive mentionné la présence des questions de Singapour sur la feuille de route tout en se gardant de faire des recommandations pour les négociations.

En outre, le rapport des experts a fait une très brève mention de la communication de la société civile, indiquant que celle-ci se posait des questions sur la cohérence des négociations APE par rapport aux stratégies de développement de la région.

Deux autres points sur l'état d'avancement des négociations sur l'Agenda de Doha ainsi que les préparatifs de la 4ème foire de la CEDEAO faisaient partie de l'ordre du jour. Sur le premier point, le représentant des ambassadeurs à Genève a indiqué que les travaux n'avaient pas connu d'avancée notable et que les discussions prévues en fin juillet apporteraient plus de lumière. Enfin le dernier point a consisté en un point d'information sur la foire qui se tiendra à Abuja.

La réunion ministérielle

Après lecture du rapport des experts et avant les débats des ministres, la représentante de la société civile a demandé à chacun des ministres présents la faveur de pouvoir intervenir très brièvement pour éclaircir la position de la société civile qui n'avait pas été correctement rendue par le rapport des experts. La faveur accordée, l'intervention de la société civile a mis en exergue certains points forts sur lesquelles elle voulait attirer l'attention des ministres :

Les experts ont recommandé aux ministres que la région exige un engagement politique de la CE sur la question des ressources additionnelles pour faire face aux coûts d'ajustement et à l'amélioration de la compétitivité des économies ouest-africaines.

- L'APE est parti pour être un accord de libre-échange qui loin d'être profitable à l'Afrique de l'Ouest, lui portera plutôt préjudice. En conséquence, les OSC rejettent cet accord sous sa forme actuelle et demandent aux gouvernements de mettre un terme aux négociations d'un APE/ALE.

Les OSC estiment que tout accord avec l'UE doit être basé sur :

- la non-réciprocité qui permettrait à la région de créer et protéger son marché interne et de soutenir son processus de développement pour le porter à un niveau satisfaisant. Les OSC recommandent à ce propos d'obtenir que le partenaire européen soutienne la soumission du groupe ACP à l'OMC sur l'art XXIV du GATT;
- la cohérence avec les politiques régionales, bilatérales et multilatérales, en particulier avec les positions de l'Union africaine, spécialement en ce qui concerne les questions de Singapour ;

En outre, sur l'intégration régionale, les OSC insistent sur la nécessité de revoir le TEC UEMOA et de ne pas l'appliquer à toute la région Afrique de l'Ouest en ce qui concerne les produits agricoles notamment.

Les ministres ont tous exprimé leur insatisfaction en ce qui concerne la non prise en compte de la dimension développement. Certains ministres ont évoqué la possibilité de « descendre du train » autrement dit de se retirer des négociations, si leurs préoccupations continuaient à être ignorées. Certains ont également tenu à marquer qu'ils partagent entièrement et « officiellement » les positions de la

société civile et les soutiennent. Ils demandent que la CE s'engage sur la question des ressources additionnelles et qu'elles soutiennent effectivement la soumission ACP sur l'art XXIV du GATT.

Faisant allusion au rapport conjoint du groupe technique I sur la zone de libre-échange, le Burkina Faso s'est élevé contre le fait d'accepter un document avec une réserve touchant une question de fond telle que celle de la compensation des pertes de recettes douanières. L'UEMOA a suggéré à ce propos d'adopter le principe de l'engagement unique, l'accord serait ainsi valable sur tous les points ou dans le cas contraire, pas valable du tout, s'il y a un manque de consensus sur un point quelconque.

Sur les questions de Singapour, les ministres ont réaffirmé leurs positions de l'UA prises lors de la conférence des ministres du commerce de l'UA au Caire, selon laquelle ces questions ne devraient pas être incluses dans l'APE. Des ministres des pays UEMOA ont également reconnu que les conditions dans lesquelles le TEC de l'UEMOA a été adopté ne leur étaient pas favorables, qu'ils n'étaient pas « prêts » et qu'ils se le « sont fait dicter ». Il y aurait donc lieu pour eux de relire le TEC UEMOA pour certains secteurs.

Dans leur unanimité, les ministres ont exprimé le souhait d'être plus régulièrement consultés et ils ont indiqué leur volonté de s'impliquer de manière plus effective dans la négociation de l'APE.

En règle générale, des avancées dans la prise de position des ministres sur le traitement des questions de développement ainsi que sur la cohérence dans les différents niveaux de négociations (APE et OMC) sont notées. La possibilité pour certains pays de se retirer des négociations a été évoquée pour la première fois. Il est à déplorer que le rapport sur les conclusions et recommandations de la réunion ministérielle (adopté dans la soirée et sans la version anglaise) ait reflété les positions des ministres d'une manière relativement « timide » tel que l'a fait remarquer l'un des délégués.

Sources : Compte-rendu Enda.

Après l'échec de Juillet... (suite de la page 2)

appropriés tout au long de la période des trois mois» restants. A cet effet, il propose que le premier contrôle soit fixé au plus tard à la mi-octobre. Ce délai coïnciderait approximativement avec une réunion du Conseil Général agendée pour les 19 et 20 octobre. Toujours dans cet ordre d'idées, il suggère que les séances de travail préparatoire restant pour Hong Kong aient lieu à Genève avec une plus grande implication des fonctionnaires basés à la capitale et des Ministres ; n'excluant toutefois pas qu'elles se tiennent de façon informelle.

Les réactions des délégations et Membres

Dans l'ensemble, personne n'a semblé surpris du résultat des négociations à cette étape. Comme il fallait s'y attendre, à l'instar des recommandations des présidents des trois principaux comités de négociations, les Membres ne sont parvenus à aucun accord substantiel durant les consultations intensives qui ont précédé la séance du Conseil général.

Certaines délégations ont en effet dénoncé le fait que les préoccupations relatives au développement ont été laissées de côté durant les négociations. Cette dimension, comme l'a souligné le Directeur général, Supachai Panitchpakdi, «est dans une large mesure la raison d'être du cycle de négociations.» C'est le cas de l'Ambassadeur Ransford Smith de la Jamaïque qui s'est montré particulièrement critique dans ses propos, affirmant que la dimension du développement était tristement absente. Les Etats-Unis ont répondu en évoquant que l'ouverture de nouveaux marchés constituait en soi une voie vers le développement.

Beaucoup de délégations ont par ailleurs saisi l'occasion pour réitérer leur volonté de poursuivre les négociations et leur engagement de parvenir à un accord d'ici à Hong Kong ; même si la tendance générale qui s'est dégagée était celle de minimiser l'importance de l'échec actuel par rapport à la date butoir de juillet. Il s'agit maintenant de se tourner vers la reprise en septembre, en tirant les leçons des mois passés sur les positions de chacun des Membres ou groupe de Membres. D'autres délégations n'ont pas hésité à critiquer

celles qu'elles tenaient pour principales responsables du manque de progrès observé jusqu'ici.

Le Groupe africain (constitué de 41 pays) quant à lui a noté que les pays développés ne font pas preuve de pragmatisme comme le font les pays en développement. Il a également exprimé des préoccupations concernant la transparence, surtout récemment, lors des sessions informelles auxquelles ne prennent part que les Membres qui y sont invités.

En définitive, beaucoup reste à faire. Face à cet état de fait, Supachai dans son dernier message avant son départ, a vivement exhorté les Membres à rompre avec *la stratégie du bord du gouffre* qui a ponctué les négociations par le passé. Cela a toujours fait que les pays ont tenté de faire des concessions à la dernière minute, durant les Conférences ministérielles. Selon lui, les sujets de négociations sont complexes et le nombre des Membres de l'OMC trop important pour permettre que des concessions de dernière minute s'effectuent avec succès.

Accès aux marchés ... (suite de la page 4)

d'autres pays d'Afrique australe. Le reste de l'Afrique subsaharienne tire des gains lorsque l'accès aux marchés pour les produits non agricoles est élargi et que les pays en développement participent en partenaires à part entière aux négociations. Une part importante de ce résultat est l'élargissement de l'accès aux marchés – sur une base non discriminatoire – par d'autres pays en développement.

Arguments en faveur de l'Afrique

Il est vrai que certains PMA de l'Afrique subsaharienne et d'autres parties du monde semblent légèrement perdants dans nos simulations de Doha, lorsque les pays développés abaissent leurs tarifs et que les PMA choisissent, eux-mêmes, de ne pas réformer du tout. Ceci résulte de la détérioration de leurs termes de l'échange, soit en raison de l'érosion des préférences tarifaires sur leurs exportations, soit parce qu'en tant qu'importateurs nets de produits alimentaires, ils seraient confrontés à des prix plus élevés pour leurs importations de produits alimentaires des pays tempérés. Toute-

fois, nos simulations surévaluent les avantages découlant des préférences tarifaires pour les PMA, car elles ignorent les règles d'origine complexes qui découragent les échanges et l'accaparement de la majeure partie des rentes par les importateurs des pays développés. Toutefois, même s'ils devaient être perdants après que ces réalités ont été corrigées, il reste vrai que les pays qui bénéficient de préférences pourraient toujours recevoir des compensations pour l'érosion des préférences à travers un accroissement de l'aide à un coût relativement faible pour les pays qui octroient les préférences actuelles – et ce faisant, d'autres pays en développement actuellement lésés par les préférences dont bénéficient les PMA jouiraient d'un plus grand accès aux marchés des pays développés en cours de réforme.

Conclusion

Plusieurs implications claires pour le Cycle de Doha découlent de cette analyse. En premier lieu, en plus de prohiber les subventions à l'exportation pour les produits agricoles, les engagements en matière de soutien interne doivent être abaissés de manière très substantielle pour réduire ce surplus de consolidation. Ce faisant, les pays qui accordent les subventions les plus élevées, à savoir l'UE et les Etats-Unis, doivent réduire leur soutien, pas seulement dans l'intérêt de leurs propres économies, mais aussi, pour encourager les pays en développement, en retour, à ouvrir leurs marchés, en contrepartie. Un abaissement initial de 20% n'est rien de plus qu'un point de départ pour se débarrasser de cet excédent.

En second lieu, et ceci est encore plus important, les consolidations des tarifs agricoles doivent être considérablement réduites pour qu'il y ait une véritable ouverture des marchés. La première priorité devrait être de se débarrasser de cet excédent de consolidation tarifaire (tarif binding overhang) qui a résulté de la 'dirty tariffication'¹ (tarification sale) durant le Cycle d'Uruguay, mais il en faut plus pour élargir l'accès aux marchés. L'exemption même de juste quelques produits sensibles et spéciaux n'est pas souhaitable car elle réduirait considérablement les gains découlant de la réforme et tendrait à orienter les ressources vers des entreprises dans lesquelles

(suite à la page 20)

Accès aux marchés ... (suite de la page 19)

les pays ont le moins d'avantage comparatif, au lieu de les détourner de ces entreprises. S'il s'avère politiquement impossible de ne pas désigner certains produits sensibles et spéciaux, il serait crucial d'imposer un plafond de manière à ce que tout produit ayant un tarif consolidé excédant, disons, 100% aurait à l'abaisser à ce taux plafond.

En troisième lieu, il est essentiel de procéder à l'élargissement de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles en même temps que la réforme de l'agriculture. Un échange de concessions équilibré est impossible si l'on n'y ajoute d'autres secteurs. Avec l'inclusion d'autres marchandises, l'expansion des échanges serait quatre fois plus importante tant pour les pays riches que pour les pays pauvres – et la pauvreté dans les pays à faible revenu diminuerait beaucoup plus.

Et en quatrième lieu, des 'concessions' Sud-Sud sont également nécessaires, en particulier pour les pays en développement, ce qui signifie que l'on reconsidère l'opportunité pour les pays en développement de moins libéraliser. Du fait qu'ils commercent beaucoup plus entre eux, à présent, les pays en développement sont les principaux bénéficiaires des réformes dans leurs propres régions. Les pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure pourraient envisager de permettre aux PMA un accès en franchise dans leurs marchés (reflétant les initiatives récentes des pays développés), mais ce qui serait encore mieux que cette action discriminatoire, ce serait qu'ils appliquent des réductions tarifaires au titre la nation la plus favorisée – NPF. Même les PMA devraient au moins envisager de réduire leur consolidation tarifaire excédante, car s'ils le font dans le contexte de Doha, ceci leur donne plus d'espace pour exiger des 'concessions' (ou des compensations pour l'érosion des préférences ou d'autres facteurs qui contribuent à la détérioration des termes de l'échange) des pays riches – sans qu'ils ne soient tenus de réduire de manière importante leurs propres tarifs appliqués.

La bonne nouvelle est qu'il y a beaucoup à gagner de la libéralisation du commerce des marchandises – et en particulier des produits agricoles – dans le cadre de Doha, et qu'une part disproportionnée de

ce gain potentiel est disponible pour les pays en développement (par rapport à leur part dans l'économie globale). Pour réaliser ce gain potentiel, c'est dans l'agriculture que la plus grande réforme, de loin, doit être entreprise. Toutefois, en raison de la sensibilité politique des programmes de soutien à l'agriculture, associée à la complexité à la fois des mesures introduites dans l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture et des modalités énoncées dans l'Accord Cadre de juillet 2004, un accord final sera difficile. Pour tirer davantage de gains potentiels du commerce, les pays en développement et les PMA auraient à participer pleinement aux réformes du commerce (et à des réformes internes complémentaires) et à s'investir davantage dans la facilitation des échanges. Les pays à revenu élevé pourraient les encourager à le faire en étant disposés à ouvrir leurs propres marchés aux exportations des pays en développement et en fournissant davantage d'aide ciblée. A cette fin, une nouvelle proposition a été avancée pour retribuer l'engagement des pays en développement à mener une plus grande réforme du commerce, avec une augmentation de l'aide en matière de facilitation des échanges, devant être assurée par un élargissement majeur du Cadre intégré actuel, opéré par un groupe d'agences internationales pour les PMA (voir Hoekam et Prowse, dans le numéro de Bridges février-mars 2005).

Ceci peut bien ouvrir une voie attrayante pour les pays en développement qui cherchent à sortir de la pauvreté par le commerce, ne serait-ce que parce que ceci aiderait à contrebalancer la tendance de l'expansion du flux d'aide à provoquer une appréciation réelle des taux de change (voir Rapport de la Commission pour l'Afrique, mars 2005, pp. 296-97). Ceci peut également être, pour les pays développés, une manière beaucoup plus efficace d'aider les populations des pays à faible revenu, qu'à travers les systèmes actuels de préférences tarifaires.

Kym Anderson est économiste en chef (Politique commerciale) et Will Martin est directeur de recherche dans le Groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale. Les points de vue exprimés sont ceux des auteurs. Une analyse plus détaillée est disponible dans un ouvrage de la Banque mondiale édité par les

auteurs, intitulé 'Agricultural Trade and the Doha Development Agenda'.

1 La 'tarification sale' – Dirty Tariffication – renvoie à la conversion d'autres mesures de protection aux frontières (contingents, 'prélèvements variables', etc.) en tarifs à la fin du Cycle d'Uruguay qui a mené à des taux consolidés beaucoup plus élevés que les mesures antérieures ne l'auraient garanti.

Négociations et disciplines..(suite de la page 6)

l'aide alimentaire et la politique agricole intérieure de certains donateurs, de sorte que les stocks résultant du soutien des prix intérieur et des politiques de stocks sont écoulés sous forme d'aide alimentaire. Cette critique a été formulée contre les programmes américains d'aide alimentaire depuis leur lancement, dans les années 50, et aussi contre les programmes d'aide alimentaire européens, avant que les réformes ne garantissent l'indépendance des programmes d'aide alimentaire de l'UE dans la Politique agricole commune.

Les objections à l'aspect écoulement des excédents de l'aide alimentaire sont à la fois morales et pratiques. La question morale est que l'aide alimentaire devrait être fournie essentiellement en réponse au besoin, sans être liée à la politique agricole intérieure. L'aide alimentaire provenant de stocks peut être utilisée pour répondre à des besoins légitimes, même si elle appuie également des politiques agricoles. Une discipline visant l'aspect écoulement d'excédents de l'aide alimentaire ciblerait probablement la US Section 416b. Toutefois, les stocks du programme 416b sont parfois fournis en dons au Programme alimentaire mondial dans des quantités qu'il n'est pas aisé d'ignorer en temps de pénurie, dont 1,5 millions de tonnes métriques en 1999 et 2001. L'interdiction de l'aide alimentaire fournie à partir de stocks peut réduire la réalisation des objectifs humanitaires de ces programmes. Une discipline moins sévère pourrait exiger que l'aide alimentaire provenant de stocks soit acheminée à travers le Programme alimentaire mondial de l'ONU (voir encadré page 6). Ceci

minimiserait la possibilité de gain politique par les pays donateurs, tout en garantissant une utilisation avantageuse des stocks.

La question pratique est que les stocks, et donc la disponibilité de l'aide alimentaire, ont tendance à être plus élevés en période de baisse des prix. Le problème présenté par la relation inverse entre la disponibilité de l'aide alimentaire et le besoin d'aide alimentaire peut être pris en compte, au mieux, en exigeant des niveaux plus élevés d'aide alimentaire garantie à travers la Convention relative à l'aide alimentaire ou, de préférence, à travers une nouvelle institution régissant l'aide alimentaire. Toutefois, des engagements minimaux, dans le passé, n'ont jamais contraint les donateurs à fournir davantage d'aide alimentaire.

Une discipline contre laquelle se prémunir

Il est possible que les négociateurs à l'OMC, sous la pression de parvenir à un accord pour faire avancer les négociations, décident de discipliner l'aide alimentaire en éliminant toute l'aide alimentaire monétisée (à savoir l'aide alimentaire revendue sur les marchés des pays bénéficiaires). Il est certes possible d'avancer des arguments en faveur de l'élimination des programmes d'aide alimentaire, mais il faudrait se prémunir contre une discipline restreignant l'ensemble de l'aide alimentaire monétisée, car elle éliminerait la multitude de projets de développement actuellement financés par l'aide alimentaire de projet, en ces temps de baisse des budgets d'aide. Elle pourrait réduire les ressources utilisées par les ONG pour faire face aux coûts de transaction associés à la distribution de l'aide alimentaire. L'élimination de l'aide alimentaire de projet monétisée implique qu'il est approprié pour l'OMC de sacrifier les avantages en termes de développement pour réaliser l'objectif d'éviter le détournement commercial, un sacrifice qu'il est difficile de défendre à la lumière du mandat de Doha, qui inscrivait les besoins et les intérêts des pays en développement au cœur des négociations.

Conclusion

Les pratiques actuelles en matière d'aide alimentaire (écoulement d'excédents,

aide liée et monétisation) mènent à des insuffisances dans la fourniture de dons, mais aussi à un appui politique à l'aide dans les pays donateurs. L'OMC a convenu que le but des disciplines sur l'aide alimentaire était de minimiser le détournement commercial. Ceci indique que l'OMC accorde davantage de valeur aux préoccupations des exportateurs de produits agricoles qu'aux avantages humanitaires et de développement découlant de l'aide alimentaire, et qu'une autre institution ayant un équilibre d'intérêts différent devraient prendre la responsabilité de discipliner l'aide alimentaire.

La mesure la plus positive pour mobiliser et réaliser les avantages découlant de l'aide alimentaire serait la mise en place d'une nouvelle institution responsable de l'aide alimentaire. Les institutions actuelles sont dépassées, incohérentes et inefficaces. La nouvelle institution devrait avoir une représentation équilibrée de donateurs et de bénéficiaires. Barrett et Maxwell avancent des idées sur les voies et moyens de structurer cette institution de manière effective, ainsi que sur son rôle et sur des critères potentiels de l'aide alimentaire. La nouvelle institution serait chargée de conseiller l'OMC sur les disciplines appropriées, mais devrait rester indépendante sur le plan opérationnel. Avec une large représentation des intérêts des bénéficiaires et des intérêts en termes de développement, cette institution, devrait décider du point de savoir s'il vaut la peine d'appliquer des restrictions visant à améliorer l'efficacité de l'aide alimentaire, au risque d'en abaisser les niveaux.

Linda Young est chercheur (Senior Reserach Scientist) au Département d'économie agricole et d'économie à Montana State University. Philip Abbott est professeur au département d'économie agricole de Purdue University.

Références

Barrett, C.B. and Maxwell D. G., 2005. *Towards a Global Food Aid Compact*. Working Paper, Cornell University, Ithaca, NY.

Oxfam 2005. *Food Aid or Hidden Dumping? Separating wheat from chaff*. Oxfam International, Oxfam Briefing Paper 71.

Les ACR et l'OMC :... (suite de la page 10)

d'une interprétation large et d'un défaut de surveillance stricte ne devraient pas contenter les pays ACP et les inciter à présumer la validité des préférences unilatérales qu'ils pourraient négocier dans les APE. Non seulement il n'y a aucune garantie de se prémunir contre une plainte pour violation de la clause NPF, mais l'expérience a déjà montré que les récriminations des autres pays en développement, fondées sur la non-discrimination, sont avalisées par la jurisprudence. Encore faut-il rappeler que dans l'affaire des bananes et du sucre, l'article XXIV n'a pas pu constituer un rempart contre le régime préférentiel européen en faveur des pays ACP. En outre, dans l'Affaire Turquie-Textiles, l'Organe d'Appel de l'OMC a pris une décision qui restreint considérablement l'applicabilité juridique et la portée de la flexibilité de facto de l'article XXIV. En réformant l'article XXIV, on aurait abouti à une « codification » de l'interprétation large actuelle ; ce qui garantirait une meilleure prévisibilité juridique.

Etendre la portée de la clause d'habilitation

La clause d'habilitation est une disposition de TSD qui s'étend aux arrangements commerciaux régionaux. Le point c de son alinéa 2 organise un traitement préférentiel qui s'applique aux « arrangements régionaux ou mondiaux conclus entre parties contractantes peu développées en vue de la réduction ou de l'élimination de droits de douane sur une base mutuelle ». La pondération régionale y existe donc, mais elle est retenue aux échanges entre pays en développement.

Dès lors que la clause est une exception générale à la règle NPF en faveur des pays en développement, on peut envisager d'étendre son champ d'application aux accords mixtes qui n'ont pas de base juridique claire ou sont assujettis à l'article XXIV par défaut. Cela permettrait de garantir l'assise juridique de tout traitement préférentiel inclus dans les APE en faveur des pays ACP, de rétablir la non-réciprocité et de confirmer l'idée que le régionalisme reste un moyen efficace pour l'intégration progressive des pays en développement dans l'économie mondiale.

(suite à la page 22)

Les ACR et l'OMC :... (suite de la page 21)

Outre ces vertus préférentielles, cette réforme aurait l'utilité de clarifier le champ d'application des arrangements commerciaux régionaux en les consignants sous le régime de la clause d'habilitation et en les excluant du coup dans le champ de l'article XXIV qui fonde toutes les remises en cause du traitement préférentiel de l'UE envers les pays ACP.

- 1 Accords Commerciaux Régionaux
- 2 Accords de Partenariat Economique
- 3 Les idées et opinions exprimées dans le présent article le sont sous la responsabilité personnelle de l'auteur et n'engagent pas ICTSD.
- 4 Voir plus loin Affaire Banane et dans une moindre mesure l'Affaire Sucre
- 5 On sait d'ores et déjà que les futurs APE entreront en vigueur en janvier 2008.
- 6 Abou Abass, *Compatibilité OMC et APE, document inédit*
- 7 *Idem*
- 8 *Idem*

Agriculture... (suite de la page 12)

et il sera difficile de trouver le temps, car des questions clés telles que la formule d'accès aux marchés devaient être résolues en premier lieu. Toutefois, la situation n'était nullement désespérée, selon un délégué, qui a estimé que certains des acteurs importants s'étaient désengagés au cours des derniers mois, et que s'ils réussissaient à quelques compromis clés pour aider à débloquer la situation, ceci pourrait même entraîner des progrès rapides. D'autres ont toutefois fait part de leur préoccupation concernant la configuration de la négociation, et le fait que de nombreux petits pays n'étaient pas dans le coup. En fin de compte, leurs préoccupations devaient être prises en considération, pour que les Membres arrivent à un accord. Dans une certaine mesure, les deux dernières semaines avaient mis en évidence le problème du manque d'information et de communication, qui avait contribué à la modestie des résultats.

S'exprimant sur cette situation, le commissaire au commerce européen, Peter Mandelson, a déclaré «Nous ne pouvons continuer comme nous le

faisons actuellement, avec une possibilité raisonnable de réussite». Le représentant au commerce extérieur américain, Rob Portman est resté optimiste, en déclarant «Je vois la volonté de réussir et je vois des progrès - lents mais sûrs ... ». Toutefois, selon le vice-premier ministre australien, Mark Vaile, «L'incapacité à réaliser des progrès dans l'agriculture, en particulier dans l'accès aux marchés pour les produits agricoles, s'est de nouveau avérée la pierre d'achoppement... Nous sommes à présent confrontés à un défi majeur si nous devons jeter les bases, lors de la Réunion ministérielle de l'OMC, à HongKong, en décembre, en vue de l'achèvement du Cycle de Doha.»

Le G-20 projette de se réunir au niveau ministériel, au Pakistan, en septembre, pour coordonner les positions, peut être avec le G-33. Selon des sources dans les milieux du commerce, une mini-ministérielle aura peut-être lieu à Genève, début octobre, une fois que Pascal Lamy aura pris ses fonctions à la tête de l'OMC.

La méthode de négociation, nonobstant la réaffirmation par Tim Groser dans son rapport, de la nécessité de poursuivre suivant une approche incrémentale (consistant à décider de certains points de méthode avant de discuter plus avant du niveau d'ambition) pourrait être remise en question à l'approche de la réunion ministérielle de HongKong, censée déboucher sur des modalités chiffrées.

La prochaine session de négociation agricole, initialement prévue du 25 au 30 septembre prochain, devrait, selon certaines sources, être avancée à la semaine du 12 au 16 septembre à l'initiative du futur président de la session de négociation agricole.

Coton à l'OMC : Les pays africains (suite de la page 15)

sous la forme de la suspension de concessions tarifaires et d'obligations connexes au titre du GATT de 1994, en imposant des droits de douane additionnels sur une liste de produits importés des Etats-Unis. En outre, il prévoit de prendre des contre mesures prenant la forme de la suspension d'obligations au titre de la Partie II de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au

commerce ; et aussi de suspendre des concessions et des obligations horizontales et/ou sectorielles pour tous les secteurs mentionnés dans sa Liste d'engagements spécifiques (GATS/SC/13) au titre de l'Accord général sur le commerce des services.

Les deux parties s'acheminent vers une procédure d'arbitrage

Dans une communication datée du 14 Juillet 2005, les Etats-Unis rejettent systématiquement cette vision brésilienne (WT/DS267/23). Ils soutiennent que les contre mesures proposées ne sont pas appropriées et que le niveau de la suspension proposé n'est pas équivalent au niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages au sens de l'article 22:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Ils considèrent en outre que le choix de suspendre des obligations ou concessions au titre d'un autre accord n'est pas fondé dans ce cas. En conséquence, ils estiment que la question devra être soumise à arbitrage.

Les deux parties ont convenu de mesures procédurales en direction de la phase arbitrale à venir (WT/DS267/22).

Lors de la réunion du sous-comité coton du 22 juin dernier déjà, les pays africains avaient fait part de leur déception de ne pas avoir reçu de réponses écrites à leur dernière proposition de négociation .

Le sous comité sur le coton très peu fertile pour les pays africains

Lors de la dernière du sous-comité du 18 juillet dernier, la même plainte est revenue. Le Bénin, épaulé en cela par le Mali, le Tchad, le Zimbabwe et la Côte d'Ivoire ont déploré le manque de progrès dans les discussions et l'absence de réaction écrites des autres Membres à leur proposition. L'UE a répondu à cela qu'elle avait réagi à la proposition lors de réunions antérieures et avait déjà proposé formellement des actions plus rapides sur les parties d'un accord sur l'agriculture qui porteraient sur le coton. Quand aux USA, ils ont simplement procédé à une description des mesures qu'ils allaient prendre (voir supra) pour éliminer les subventions qui avaient été jugées illégales dans le cadre du différend sur le coton qui les a opposés au Brésil.

Le représentant du Bénin a mentionné que pendant qu'il n'y avait aucun progrès, les prix continuaient à baisser et la situation des cotonculteurs africains à se détériorer. Il a rappelé que les pays africains ne pouvaient être d'accord sur le fait les progrès sur le dossier coton étaient assujettis à ceux sur les négociations sur l'agriculture. Les pays africains producteurs de coton ont soutenu qu'ils voudraient des progrès concrets allant bien au delà de ce qui a été arrêté dans le Paquet de juillet. En déclarant qu'il «ne demandait pas l'impossible», le représentant malien estime qu'il ne serait pas convenu de se retrouver à la fin du mois de juillet avec un document contenant uniquement le rapport de situation du président du comité.

Lors de cette réunion, les question de développement ont aussi été abordées. Le secrétariat de l'OMC a produit un rapport sur cette question et sur l'assistance technique prodiguée par les pays donateurs et les organisations internationales. Tout cela a fait dire au président Groser que l'Initiative sur le coton commence à déboucher sur des actions concrètes, même s'il y en a encore des lenteurs.

Les prochaines réunions du sous-comité sur le coton sont programmées pour les 30 septembre, 28 octobre et 15 novembre 2005.

A trois mois de la conférence de Hong Kong.. (suite de la page 16)

plus poussée des pays développés et à résister à toute contrainte de prendre des engagements au titre de la libéralisation unilatérale qu'ils mettent en œuvre sous la pression du FMI et de la BM car cela peut les enchaîner à l'OMC et les rendre irréversibles.

Il est aujourd'hui reconnu que les pays africains ne pourront s'insérer avantageusement dans le commerce mondial ni prendre part effectivement aux négociations multilatérales sans une prise en compte effective et opérationnelle du traitement spécial et différencié, une plus grande attention à la question de la mise en œuvre des accords existants et une réinsertion des questions de développement au cœur des négociations.

Enfin, les Osc africaines ont apporté leur soutien à la déclaration des ministres du commerce de l'Union africaine produite lors de leur troisième session ordinaire tenue au Caire en juin dernier, en particulier sur leur demande de modification de l'article 24 du GATT en vue de la suppression de la clause de réciprocité dans les accords commerciaux régionaux.

Dénouant le manque de transparence dans les méthodes et le processus de négociation ainsi que certaines pratiques non démocratiques qui sont en cours à l'OMC telles que les réunions mini-ministérielles et les réunions de petits groupes de pays dont les pays africains sont pour la plupart du temps exclus, les Osc recommandent aux pays sous-développés de garder la même unité qu'à Cancun afin d'éviter que leurs efforts ne soient sapés.

Sources : Notes Enda ; Déclaration finale ATN.

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PASSERELLES/PUENTES/PONTES

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers-Monde et ICTSD.

Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah

Rédaction : Cheikh Tidiane Dièye
et El Hadj Abdourahmane Diouf

Montage : Noma Camara

Diffusion : Rokhayatou Ndiaye Méguida

Adresse : B.P. 3370 Dakar, Sénégal

Tél : (221) 821-70-37 - Fax : (221) 822-26-95

E-mail : syspro2@enda.sn - Web : <http://www.enda.sn>

BRIDGES Between Trade and Sustainable development est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Editrice : Anja Halle

Tél : (41-22) 917-8492 - Fax : (41-22) 917-8093

E-mail : ictsd@ictsd.ch - Web : <http://www.ictsd.org>

PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, est publiée tous les deux mois pour Centro de Internacional de Política Económica de l'Université Nationale de Costa Rica et ICTSD.

Coordinateurs : Carlos Murillo, Eduardo Escobedo

Tél : (506) 263 4550 - Fax : (506) 263 4540

E-mail : puentes@ictsd.ch

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUENTES* et *PONTES* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD et de la Fundación Futuro Latinoamericano. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

PASSERELLES synthèse Bi-Mensuelle

Co-publication : ENDA - Tiers Monde

Publication électronique mensuelle sur les questions de commerce et développement durable d'importance particulière à l'Afrique.

Rédacteurs : El Hadji Diouf, Cheikh Tidiane Dièye

Pour vous abonner à la revue Passerelles ou au bulletin électronique Passerelles synthèse Bi-Mensuelle sur le commerce et le développement, envoyez un courrier électronique à : syspro2@enda.sn ou à passerelles@ictsd.ch. Dans le corps du texte écrivez, inscription à Passerelles. La revue et le bulletin électronique sont aussi disponibles sur le site internet de ICTSD (www.ictsd.org/africoddev).

Publications

CLAIRE Le BIGOT ; VINCENT RIBIER (Cirad-Amis Ecopol), Normes sanitaires et commerce international. Le cas des exportations des pays ACP vers l'Union Européenne, 2004 Paris Ed. Gret, Ministère des Affaires Etrangères, Dossier Pédagogique.

CNUCED, Manuel sur le Droit de la Concurrence, Cinquième conférence des Nations Unies chargée de revoir tous les aspects de l'ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives. www.unctad.org

CNUCED, Activités Entreprises par la CNUCED en faveur de l'Afrique, Rapport du Secrétaire Général de la CNUCED. www.unctad.org

CUNCED, JITAP BOÎTE A OUTILS DU MODULE 1 - RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES: Négociations, politiques commerciales et mise en oeuvre

CNUCED, ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE, CONCURRENCE ET ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE: l'OPEP menacée par un éventuel accord OMC sur la concurrence?, Série de la CNUCED sur les questions relatives au droit et à la politique de la concurrence.

FAO, Kevern L. Cochrane, Guide du Gestionnaire des pêcheries : Les mesures d'aménagement et leur application. Le présent document a été préparé pour encourager et faciliter la mise en application du Code de conduite pour une pêche responsable, en particulier l'Article 7: Aménagement des pêcheries. www.fao.org

GRAIN ; Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) dans l'agriculture : Enjeux et Etat des lieux en Afrique de l'Ouest, Grain août 2005 ; <http://www.grain.org/semences/?id=38>

GRAIN ; Face à la contamination: cinq raisons de rejeter la coexistence, GRAIN 2004. <http://www.grain.org/seedling/?id=287>

Guy Faure, Patrick Dugué et Valentin Beauval. Conseil à l'exploitation familiale. Expériences en Afrique de l'Ouest et du Centre, 2004 Paris Ed. Gret-Cirad, Programme Agridoc, Coll. Guide pratique

OCDE, La Mondialisation sans idées reçues par Ken Heylon, Directeur adjoint, Directeur des échanges de l'OCDE

OCDE, Synthèse : Propriété intellectuelle et politique de la concurrence dans l'industrie des biotechnologies. Publications et documents

OMC, Rapport annuel 2005.

OMC, Rapport sur le commerce mondial 2005. A télécharger gratuitement à http://www.wto.org/french/news_f/pres05_f/pr411_f.htm

OCDE, perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2005 – 2014 ; juillet 2005 . <http://www.oecdbookshop.org/oecd/index.asp?lang=fr>

OCDE, perspectives économiques en Afrique 2004/2005
<http://www.oecdbookshop.org/oecd/display.asp?SF1=identifiers&ST1=5LGXS13MD07B&TAG=X7H5C8XX5X1X49759OR0VX&CID=&LANG=fr>

Evénements

10-12 septembre, PNUE, Caire, Egypte ; Conférence Régionale sur l'énergie pour le développement durable. **Contact** : Issa Toubbeh ; téléphone : 961-1-978117 ; Fax : 961-1-981501 ; Email : toubbeh@un.org ; site web : www.escwa.org.lb/information/meetings.asp

10-18 septembre, ICID, Beijing, Chine, 19^{ème} Congrès International sur l'irrigation et le drainage (ICID). **Contact** : Chinese National Committee on Irrigation and Drainage ; téléphone : 86-10-6841-5522/6841-6506 ; Fax : 86-10-6845-1169 ; Email : cncid@iwhr.com ; website : www.icid.org/indexe.html

12-16 septembre, OMC, Genève, Semaine de l'agriculture. http://www.wto.org/english/news_e/meets.pdf

13-15 septembre, Tanta, Egypte , Conférence Régionale sur l'eau, la santé et l'environnement 2005. **Contact** : Bakenaz A. Zeydan, Tanta University ; téléphone : 20-40-331-5860 ; Fax : 20-50-225-5566 ; Email : bakenaz@dec1.tanta.edu.eg ; website: www.cig.ensmp.fr-inhs/conferences/2005Tanta.pdf

14-16 septembre, CNUCED, New York, USA, Réunion Plénière des Nations Unies les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

15-17 September, New York, USA, Clinton Global Initiative. **Contact**: 1-212-474-6200; Fax: 1-212-474-5007; Email: info@clintonglobalinitiative.org ; website: clintonglobalinitiative.com

19-23 septembre, FAO,Guayaquil, Equateur, Groupe Intergouvernemental sur la banane et les fruits tropicaux (4^{ème} session). **Contact** : D. Hallam; code de la réunion ESG – 80617

19-23 septembre, OMC, Genève, semaine de l'Amna

19-23 septembre, OMC, Genève, semaine des services.

21-23, septembre, CNUCED, Genève, Suisse, Réunion d'experts sur la facilitation du commerce en tant que moteur pour le développement. **Contact** : M. Bismark Sitorus, spécialiste des services pour le développement et l'efficacité commerciale, bureau E.7032, Palais des Nations, CH 1211 Genève10 ; téléphone : +41(0)22 917 2094 ; télécopie : +41(0)22 917 0050 ; courrier électronique : bismark.sitorus@unctad.org

22-23 septembre, Méditerranée, Montréal, Canada, « Forum Africa 2005 ». **Contact** : Salima Malik ; téléphone : +15143938059 ; Email : forumafrica@afriqueexpansion.com ; website : www.afriqueexpansion.com/forumafrica2005.asp

26-27 septembre, Washington DC, USA, Conférence du Groupe de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International. **Contact** : IMF Annual Meeting inquiries ; téléphone : 1-202-473-7272 ; Fax : 1-202-623-4100 ; Email : bfcoffice@worldbank.org ; website : www.imf.org/external/am/index/htm

3-4 octobre, OMC, Genève, Groupe de négociation sur les règles, accords commerciaux régionaux.

10-14 octobre, OMC, Genève, Semaine de l'Amna.

19-20 octobre, OMC, Genève, Conseil général.